

Accusé de réception en préfecture
062-344077672-20231215-6521-DE-1-1
Date de télétransmission : 22/12/2023
Date de réception préfecture : 22/12/2023

Acte certifié exécutoire

Bruno FONTALIRAND

Directeur général



Pas de Calais Habitat

4, avenue des Droits de l'Homme
CS209 – ARRAS 62022 Cedex



PAS DE CALAIS HABITAT **Office Public de l'Habitat**

DECISION EXTRAITE DU PROCES VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL D'ADMINISTRATION SEANCE DU 15 DÉCEMBRE 2023

Président : Monsieur COTTIGNY

Présents : Monsieur COTTIGNY, Monsieur LEROY, Madame AIT-CHIKHEBBIH, Monsieur BARBARIN, Monsieur BAUDE, Madame BOUNY, Madame BRAS, Monsieur CAGIN, Madame DEFLANDRE, Monsieur DUBREUCQ, Monsieur DUCRON, Madame DUHEN, Madame GAILLARD, Monsieur GLORIAN, Madame LEFEBVRE, Madame LEROUGE, Monsieur MALFAIT, Madame MAQUET, Monsieur MELLICK, Madame MENU, Madame MEYFROIDT-LEFAIT, Monsieur PANNIER, Monsieur PEZE.

Excusés : Monsieur PILCH qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame ROSSIGNOL qui a donné pouvoir à Monsieur COTTIGNY, Madame VAN HEGHE qui a donné pouvoir à Monsieur MELLICK.
Monsieur DECLEMY.

AVION - Quartier République Avenant n°1 au contrat de concession du réseau de chaleur du quartier République

Direction du patrimoine et de la maîtrise d'ouvrage
Rapporteur : M. [REDACTED]

I - CONTEXTE

Pas-de-Calais habitat est l'Autorité Délégante du réseau de chaleur du quartier République de la Commune d'Avion (ci-après dénommé le réseau de chaleur République).

Ce réseau a été concédé à la société Dalkia à compter du 1er janvier 2014. Ce contrat

de concession (annexe 1) vient à échéance le 31 décembre 2025.

Entre-temps, la Commune d'Avion a décidé de créer un réseau de chaleur public sur le territoire communal (ci-après dénommé le réseau de chaleur urbain).

Dans ce cadre, la Commune d'Avion et Pas-de-Calais habitat ont convenu d'intégrer le réseau du quartier de la République au futur réseau de chaleur urbain à l'échéance du contrat de concession.

II – MODIFICATIONS DE LA DELEGATION DE SERVICE PUBLIC

Suite à un changement réglementaire, il appartient désormais au délégataire de récupérer auprès du consommateur final le coût des certificats d'économie d'énergie.

Par ailleurs l'intégration du réseau République dans le réseau de chaleur urbain se traduira par un recours quasi-exclusif aux ENR. En conséquence, et afin de garder le bénéfice d'une TVA à 5,5 %, la cogénération du réseau devra fonctionner de manière intermittente (à la demande d'Enedis).

Il convient donc de modifier le contrat de concession du réseau République au moyen d'un avenant.

Au vu des éléments proposés et après en avoir délibéré, les membres du Conseil d'administration :

- ✓ approuvent l'avenant à la Délégation de Service Public
- ✓ autorisent le Directeur général à signer l'avenant.

Décision adoptée à l'unanimité

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

Autorité délégante :

Pas-de-Calais habitat

Objet du contrat de délégation :

Avion / République - Réseau de chaleur

**Délégation de Service Public sous la
forme juridique d'une Concession**

-----oooOooo-----

-----oooOooo-----

CONTRAT DE CONCESSION

-----oooOooo-----

Conseil juridique :

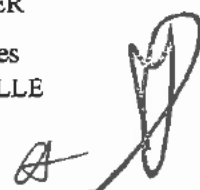
OCTANT Avocats

56, rue Winston Churchill
59100 - ROUBAIX

Conseil technique :

Cabinet SCHAEFER

21, rue de Fâches
59175 - VENDEVILLE



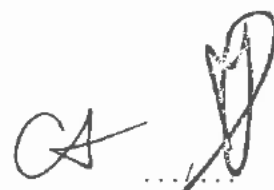
S O M M A I R E

Chapitre I : ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DURÉE DU CONTRAT

Article 1^{er} FORMATION DU CONTRAT	9
Article 2. - QUALIFICATION DU CONTRAT	9
Article 3. - DURÉE	10
Article 4. - RESPONSABILITÉ DU DÉLÉGATAIRE	10
Article 5. - CONDITIONS PARTICULIÈRES	11

Chapitre II : OBJET ET ÉTENDUE DE LA DÉLÉGATION

Article 6. - ÉTABLISSEMENT DES OUVRAGES	14
Article 7. - EXPLOITATION DU SERVICE	14
Article 8. - PÉRIMÈTRE DE LA DÉLÉGATION ET OUVRAGES DÉLÉGUÉS	15
Article 9. - MODIFICATION DU PÉRIMÈTRE DÉLÉGUÉ OU DU PROGRAMME DES TRAVAUX	16
Article 10. - EXCLUSIVITÉ DU SERVICE	16



Article 11. - OBLIGATION DE DESSERVIR LES USAGERS	17
Article 12. - UTILISATION ACCESSOIRE DES OUVRAGES DE LA DÉLÉGATION	17
Article 13. - UTILISATION DES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES ET ACQUISITIONS	18
Article 14. - REMISE DES INSTALLATIONS EXISTANTES EN DÉBUT DE CONTRAT	19
Article 15. - REMISE D'INSTALLATIONS EN COURS DE CONTRAT	19
Article 16. - CLASSEMENT DU RÉSEAU	19
Article 17. - SOURCES ÉNERGÉTIQUES	20

Chapitre III : TRAVAUX

Article 18. - PRINCIPES GÉNÉRAUX	21
Article 19. - TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE GROSSES RÉPARATIONS	21
Article 20. - RENOUVELLEMENT ET MODERNISATION	22
Article 21. - PREMIER ÉTABLISSEMENT	22
Article 22. - EXTENSIONS PARTICULIÈRES, BRANCHEMENTS, POSTES DE LIVRAISON ET COMPTEURS	23
Article 23. - PROGRAMME DE TRAVAUX NEUFS	24
Article 24. - PROJET D'EXÉCUTION DES OUVRAGES	25
Article 25. - DÉLAIS D'EXÉCUTION	26

Article 26. - CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES OUVRAGES	27
Article 27. - TRAVAUX SOUS LA VOIE PUBLIQUE	27
Article 28. - MODIFICATION DES OUVRAGES APPARTENANT À L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE (NON INCLUS DANS LA DÉLÉGATION)	27
Article 29. - MODIFICATION DES OUVRAGES APPARTENANT À DES TIERS	28
Article 30. - MODIFICATION DES OUVRAGES DÉLÉGUÉS	28
Article 31. - MISE EN CONFORMITÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRAGES	28
Article 32. - CONTRÔLE DES TRAVAUX PAR L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE	29
Article 33. - RÉCEPTION DES TRAVAUX	29
Article 34. - PLANS DES OUVRAGES EXÉCUTÉS	30
Article 35. - INTÉGRATION DES RÉSEAUX PRIVÉS	30
Article 36. - DROIT DE CONTRÔLE DU DÉLÉGATAIRE	30

Chapitre IV : L'EXPLOITATION DU SERVICE

Article 37. - PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'EXPLOITATION	32
Article 38. - RÈGLEMENT DU SERVICE	32
Article 39. - DEMANDE OU POLICE D'ABONNEMENT	33
Article 40. - OBLIGATION DE FOURNITURE	33
Article 41. - OBLIGATION DE RACCORDEMENT	34

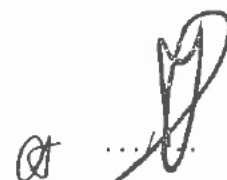


.../...

Article 42. - RÉGIME DES ABONNEMENTS	34
Article 43. - MESURES DES FOURNITURES AUX ABONNÉS	35
Article 44. - VÉRIFICATION ET RELEVÉ DES COMPTEURS	35
Article 45. - CHOIX DES PUISSANCES	36
Article 46. - CARACTÉRISTIQUES DE LA CHALEUR DISTRIBUÉE	38
Article 47. - CONDITIONS GÉNÉRALES DU SERVICE	39
Article 48. - CONDITIONS PARTICULIÈRES DU SERVICE	40
Article 49. - ENTRETIEN DES OUVRAGES	42
Article 50. - UTILISATION DES SOURCES ÉNERGÉTIQUES	44
Article 51. - CONTRÔLE PAR L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE	45
Article 52. - CONTRATS DU SERVICE AVEC DES TIERS	45
Article 53. - STATUT DU PERSONNEL	45
Article 54. - DÉTACHEMENT	45
Article 55. - AGENTS DU DÉLÉGATAIRE	46

Chapitre V : DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 56. - REDEVANCE DUE À L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE	47
Article 57. - EMPRUNTS - FINANCEMENT	48
Article 58. - FRAIS DE RACCORDEMENT	48



Article 59. - PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIÈRES	49
Article 60. - BORDEREAU DES PRIX	50
Article 61. - INDEXATION DU BORDEREAU DES PRIX	50
Article 62. - PAIEMENT DE LA CHALEUR ACHETÉE À L'EXTÉRIEUR	51
Article 63. - TARIFS DE BASE	51
Article 64. - RÉDUCTIONS TARIFAIRES ET ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DES ABONNÉS	52
Article 65. - INDEXATION DES TARIFS	53
Article 66. - PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LES ABONNÉS AU DÉLÉGATAIRE	55
Article 67. - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX COMPTES DE G.E.R.	57
Article 68. - QUOTAS DE CO₂	58
Article 69. - DISPOSITIONS FISCALES	59
 Chapitre VI : PRODUCTION DES COMPTES ET RÉVISION DU CONTRAT	
Article 70. - VÉRIFICATION DU FONCTIONNEMENT DES CLAUSES FINANCIÈRES	60
Article 71. - COMPTES RENDUS ANNUELS	61
Article 72. - COMPTE RENDU TECHNIQUE	61
Article 73. - COMPTE RENDU FINANCIER - COMPTES D'EXPLOITATION	62

Handwritten signature and initials in the bottom right corner of the page.

Article 74. - CONTRÔLE EXERCÉ PAR L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE	64
Article 75. - RÉVISION DES TARIFS DE L'ÉNERGIE CALORIFIQUE ET DE LEUR INDEXATION	64
Article 76. - RÉVISION DES PRIX DU BORDEREAU ET DE LEUR INDEXATION	65
Article 77. - PROCÉDURE DE RÉVISION	65

Chapitre VII : GARANTIES - SANCTIONS - CONTENTIEUX

Article 78. - CAUTIONNEMENT - GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE	67
Article 79. - MODIFICATION DU CONTRAT	68
Article 80. - SANCTIONS PÉCUNIAIRES LES PÉNALITÉS	68
Article 81. - SANCTION COERCITIVE LA MISE EN RÉGIE PROVISOIRE	70
Article 82. - SANCTION RÉSOLUTOIRE LA DÉCHÉANCE	71
Article 83. - ÉLECTION DE DOMICILE	71
Article 84. - JUGEMENT DES CONTESTATIONS	71

Chapitre VIII : FIN DE LA DÉLÉGATION

Article 85. - CESSION DE LA DÉLÉGATION	73
Article 86. - CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN DE DÉLÉGATION	73
Article 87. - REMISE DES INSTALLATIONS	74




Article 88. - REPRISE DES BIENS	75
Article 89. - RÉSILIATION ANTICIPÉE DU CONTRAT	75
Article 90. - PERSONNEL DU DÉLÉGATAIRE	76
Article 91. - DISPOSITIONS DIVERSES	77

Chapitre IX : CLAUSES DIVERSES

Article 92. - DOCUMENTS ANNEXÉS AU CONTRAT	78
---	-----------

-----oooOooo-----

CA 
.../...

CHAPITRE I - ÉCONOMIE GÉNÉRALE ET DURÉE DU CONTRAT

Article 1^{er} FORMATION DU CONTRAT

Pas de Calais habitat, Office Public de l'Habitat, établissement public industriel et commercial, ci-après dénommé le BAILLEUR ou l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE, a décidé par délibération du Conseil d'Administration en date du 25 mai 2012, de déléguer son service de production et distribution d'énergie calorifique du réseau d'Avion - République.

Après avoir organisé une procédure de consultation, conformément aux articles L.1411-1 à L.411-18 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.), l'Autorité Délégante, par délibération du Conseil d'Administration en date du 21 décembre 2012, s'est prononcée sur le choix du Concessionnaire, a approuvé le présent contrat déléguant le service à la Société DALKIA France et a autorisé Monsieur Fabrice CRÉPIN, Directeur Général Adjoint, à signer le présent contrat.

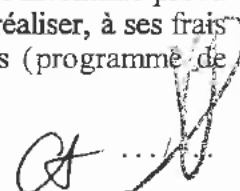
La Société DALKIA France, S.C.A. au capital de 220 094 304 euros, dont le siège social est situé 37, avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny à SAINT ANDRÉ (59350), ci-après dénommée le CONCESSIONNAIRE ou le DÉLÉGATAIRE, représentée par Monsieur Michel DESMOUCELLES, Directeur Général Adjoint, accepte de prendre en charge le service délégué, dans les conditions du présent contrat.

Article 2. - QUALIFICATION DU CONTRAT

La Société DALKIA France, Délégitaire du service de production et distribution publique d'énergie calorifique, s'engage à prendre en charge les ouvrages correspondants, à les compléter et les moderniser, et à exploiter le service public de distribution d'énergie calorifique auquel ces ouvrages servent de support, conformément au présent contrat.

2. 1. - Prise en charge et modification des ouvrages

Le Délégitaire prend en charge l'ensemble des ouvrages existants au début du contrat, en l'état qu'il déclare bien connaître, notamment d'après l'inventaire prévu à l'article 8.3. D'autre part, il est maître d'ouvrage et chargé de réaliser, à ses frais et risques, le programme de travaux visé à l'article 23 ci-après (programme de



travaux neufs) et annexé au présent contrat sous le n° 5. Il assure le renouvellement des ouvrages de la délégation.

Tous les travaux, financés par le Délégataire, doivent être normalement amortis avant l'échéance de la délégation, sauf accord exprès entre les deux parties pour les travaux qui seraient réalisés par le Délégataire avec l'accord de l'Autorité Délégante au cours des derniers exercices du contrat (*voir également l'article 21*).

Le Délégataire est autorisé à percevoir auprès des usagers une redevance, fixée par le présent contrat, et destinée à rémunérer notamment les charges d'investissement qu'il supporte.

2. 2. - Exploitation du service

On désigne sous le nom abrégé de SERVICE, la production et la distribution publique d'énergie calorifique, objet du présent contrat de délégation et dont la finalité est la fourniture de chaleur aux usagers du réseau, pour satisfaire leurs besoins de chauffage, ou pour tout autre usage lié directement à cette exploitation (réchauffage d'eau chaude sanitaire, ...).

Le Délégataire, responsable du fonctionnement du service, l'exploite à ses risques et périls, conformément au présent contrat.

L'Autorité Délégante conserve le contrôle du service délégué et doit obtenir du Délégataire tous renseignements nécessaires à l'exercice de ses droits et obligations.

Article 3. - DURÉE

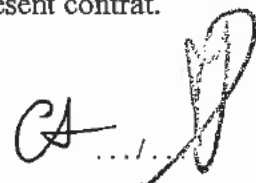
Le contrat prend effet dès sa notification au Délégataire par l'Autorité Délégante après accomplissement des formalités prévues à l'alinéa 1^{er} de l'article L.1411-9 du C.G.C.T.

Il est conclu pour une durée de douze (12) années à compter du 1^{er} janvier 2014 au 31 décembre 2025.

Article 4. - RESPONSABILITÉ DU DÉLÉGATAIRE

Le Délégataire est responsable du service dans le cadre des dispositions du présent contrat.

Il est tenu de couvrir sa responsabilité civile, auprès de compagnies d'assurances notoirement solvables, par contrats dont il remettra les attestations correspondantes à l'Autorité Délégante, dans le mois de la prise d'effet du présent contrat.

Handwritten signature and initials, possibly 'CA' followed by a stylized flourish.

De même, la responsabilité résultant de l'existence des ouvrages incombe au Délégitaire. Pour cela, il est tenu de garantir, sans recours contre l'Autorité Délégitante, sa responsabilité civile, qui serait engagée dans l'hypothèse de dommages corporels, matériels et immatériels, même non consécutifs, qui auraient un lien de cause à effet avec l'existence des ouvrages, la conception, le fonctionnement, l'entretien, etc...

Le Délégitaire s'engage à garantir l'Autorité Délégitante contre tous recours découlant de la présente délégation et à répondre, s'il y a lieu, aux appels en garantie de cette dernière.

Il doit payer régulièrement les primes d'assurances des contrats qu'il s'oblige à souscrire par le présent contrat et à en justifier annuellement dans les comptes rendus prévus aux articles 70 et suivants.

En cas de sinistre, le Délégitaire s'oblige à affecter à la reconstruction des ouvrages et à la reconstitution des installations du service, la totalité des indemnités versées à ce titre par les sociétés d'assurances. Dans cette hypothèse, le Délégitaire devra assurer la reconstruction à neuf des installations détruites.

Toute modification aux contrats d'assurances doit être communiquée, sans délai, à l'Autorité Délégitante.

Article 5. - CONDITIONS PARTICULIÈRES

5. 1. - Sur la base du programme de travaux, annexé au présent contrat sous le n°5, le Délégitaire s'engage à réaliser les travaux, sommairement résumés ci-après :

Dans le cadre des travaux de premier établissement (printemps 2014), le délégataire prévoit :

La rénovation de l'actuelle centrale de cogénération à hauteur de 2 MW électrique et dans le cadre du contrat C01 rénové.

Le remplacement d'une des 2 chaudières actuelles Guilloit par une chaudière gaz à condensation de 6 MW.

Le remplacement du brûleur au fioul de la Danstoker par un brûleur gaz et le déplacement de la chaudière à côté de la nouvelle chaudière à condensation.

La mise en place d'une télégestion pour l'ensemble de la production et de la distribution.

La modernisation des sous stations par la mise en place d'échangeurs à plaques (8 sous-stations concernées) et l'équipement systématique des compteurs de calories.

La cheminée de la chaufferie principale est prévue dans ce présent marché au cas où le bâtiment Les Frênes serait démoli.

Dans le cadre des travaux de renouvellement, le Délégitaire prévoit le remplacement de l'intégralité des anciens réseaux primaires (soit 854 ml).



Nota : ces travaux sont éventuellement répartis, conformément aux annexes n° 5 et 7, entre Travaux de 1^{er} établissement (Investissement), Gros Entretien et Renouvellement.

5. 2. - Le Déléataire reprendra les contrats en cours et les valeurs non amorties des ouvrages du service :

- la centrale de cogénération et son contrat d'obligation d'achat dont l'échéance est fixée au 14 novembre 2013 pour un montant de 124 622,67 € HT ; ce montant sera à verser par le nouveau délégataire à l'exploitant sortant (Cogestar) s'il souhaite poursuivre l'activité et reprendre l'installation existante ; sinon, le local sera débarrassé par l'exploitant sortant et remis en état "avant cogénération" ;
- le rachat des stocks et approvisionnements nécessaires à la marche normale de l'exploitation (voir l'article 14.1 et l'annexe n° 3).

De plus, le Déléataire participera aux frais d'étude et de procédure de la présente délégation de service public à hauteur de 40 000 € HT.

5. 3. - Le délégataire ne constitue pas de société dédiée pour l'exécution du service.

5. 4. - Subventions et indemnisations :

Des aides publiques peuvent être sollicitées par le Déléataire au titre de la présente délégation et obtenues, selon le cas, par le Déléataire ou l'Autorité Délégante.

Le programme de travaux et son financement ont été déterminés sur la base d'aucune aide financière ; les aides éventuelles obtenues feront l'objet d'une correction sur les tarifs proposés, les charges financières d'amortissement et les comptes d'exploitation prévisionnels.

Le Déléataire s'engage donc à faire bénéficier les usagers des aides réelles obtenues (toutes subventions confondues, y compris la cession de C.E.E.).

Dans l'hypothèse où l'aide serait versée directement à l'Autorité Délégante, celle-ci s'engage à rétrocéder au Déléataire l'aide publique perçue de façon à pouvoir mettre en œuvre les dispositions ci-dessus.

5. 5. - Occupation du domaine public communal

Indépendamment du présent contrat de concession, une convention tripartite d'occupation du domaine public communal d'une durée au moins égale à celle du présent contrat est signée entre le Bailleur, le Déléataire et la Ville d'Avion, pour l'utilisation du domaine public communal nécessaire à l'exécution de la présente convention.

Le Déléataire se substitue au Bailleur dans l'intégralité de ses droits et obligations nés et à naître desdites conventions.




5. 6. - Mise à disposition de chaufferie(s) en appoint-secours

Dans le cadre du présent contrat de concession, le Bailleur a remis au Déléataire la chaufferie centrale de la Z.A.C. de la République à Avion.

D'autre part, le Déléataire est autorisé à signer avec des tiers la mise à disposition d'autres ouvrages dans l'intérêt du Service.

Les conditions de mise à disposition de ces ouvrages au Déléataire sont précisées à l'article 7.2.

-----oooOooo-----

Two handwritten signatures are present in the bottom right corner of the page. The first signature is a stylized 'G' or 'A' shape, and the second is a more complex, cursive signature.

CHAPITRE II - OBJET ET ÉTENDUE DE LA DÉLÉGATION

Article 6. - ÉTABLISSEMENT DES OUVRAGES

La présente délégation a pour objet, outre l'exploitation et le renouvellement par le Déléataire de l'ensemble des ouvrages nécessaires au service, destinés à la production, la récupération, la production en secours, le transport, le stockage et la distribution de chaleur, le financement et la réalisation des travaux ou des ouvrages :

- la centrale de production thermique ;
- la centrale de cogénération renouvelée ;
- le réseau de distribution ;
- les sous stations primaires.

Ces ouvrages se situent à l'intérieur du périmètre délégué, dans les conditions fixées au présent contrat et notamment celles contenues dans les chapitres II, III et V.

Sont considérés comme ouvrages :

- tous les biens immobiliers, bâtis ou non bâtis, affectés au service et repris dans l'inventaire visé à l'article 8.3 ci-après ;
- toutes les installations, présentes et à venir, également affectées au service, y compris l'unité de cogénération.

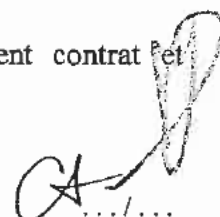
Article 7. - EXPLOITATION DU SERVICE

La présente délégation a pour objet, outre la réalisation de travaux tel qu'il est indiqué à l'article 6 ci-dessus, l'exploitation de l'ensemble des ouvrages du service public, tels qu'ils sont définis dans l'article précité, dans les conditions particulières suivantes :

L'énergie calorifique proviendra :

- de la chaufferie centrale du quartier de La République à Avion ;
- de la centrale de cogénération, mitoyenne à la chaufferie centrale ;
- de toutes autres sources d'énergies qui pourraient s'y ajouter ou s'y substituer, après accord de l'Autorité Délégante.

Les conditions de l'exploitation sont celles fixées par le présent contrat et notamment par les chapitres II, IV et V.



Article 8. - PÉRIMÈTRE DE LA DÉLÉGATION ET OUVRAGES DÉLÉGUÉS

8. 1. - Le service de production et distribution publique d'énergie calorifique est délégué à l'intérieur du périmètre porté sur le plan annexé au présent contrat sous le n° 1.

8. 2. - Les ouvrages établis ou acquis par le Délégataire et réalisés à l'intérieur du ou des périmètres définis dans le plan précité, selon les dispositions prévues à l'article 23 (*programme de travaux neufs*), font partie des biens délégués.

Le cas échéant, les ouvrages nécessaires au service, réalisés par le Délégataire, situés en dehors du périmètre délégué, font partie intégrante des biens délégués et sont ajoutés à l'inventaire au fur et à mesure de leur réalisation.

Font également partie des biens délégués, tous les biens immobiliers existants du service, compris dans le périmètre de la délégation.

8. 3. - Inventaire des biens délégués

Un inventaire des biens remis au Délégataire est annexé au présent contrat sous le n° 2.

Il a été complété et corrigé par le Délégataire, compte tenu des constatations qu'il a pu faire, pendant l'établissement de son offre. En outre, il a tenu compte, dans son programme de travaux, des ouvrages vétustes qui nécessitent une mise en conformité ou un complément d'équipement.

Cet inventaire précise, autant que possible, le principe de fonctionnement des ouvrages, leur âge, leur état technique et la date probable de ce renouvellement en fonction de la durée de vie et de l'état de l'ouvrage au moment de sa prise en charge par le Délégataire.

8. 4. - Ouvrages à établir par le Délégataire

Le Délégataire établit à ses frais les nouveaux ouvrages de la délégation. Il établit et tient à jour l'inventaire visé ci-dessus au fur et à mesure de la mise en service des ouvrages ; pour chaque ouvrage ou élément, il précise en outre la durée d'amortissement, la valeur à neuf et l'indice de référence utilisé pour l'indexation des valeurs.

L'état des ouvrages nouveaux, ainsi portés à l'inventaire au cours de l'année, est joint au compte rendu technique visé à l'article 72 (*compte rendu technique*).

8. 5. - État des lieux et pollution

Le Délégataire prend les bâtiments, installations et ouvrages dans l'état dans lequel ils se trouvent au moment de l'entrée en jouissance sans pouvoir exiger de l'Autorité Délégante aucune remise en état, aucune réparation ni réfection pour

quelque cause que ce soit. Le Délégataire ne peut exercer aucun recours contre l'Autorité Délégante pour vice de construction apparent ou caché des immeubles, installations et ouvrages mis à disposition.

S'il le souhaite, dans les premiers mois qui suivent la date de prise d'effet du contrat, le Délégataire peut réaliser, à ses frais et risques, une étude de sol préalable, valant état des lieux, par un organisme certifié, choisi d'un commun accord avec l'Autorité Délégante.

Article 9. - MODIFICATION DU PÉRIMÈTRE DÉLÉGUÉ OU DU PROGRAMME DES TRAVAUX

L'Autorité Délégante, lorsque les considérations techniques ou économiques le justifient, a la faculté d'inclure ou d'exclure, dans le périmètre du service délégué, après consultation du Délégataire, toute partie de son territoire déjà urbanisé ou faisant l'objet d'une opération nouvelle d'urbanisme ou de construction non prévue à l'origine du contrat.

À l'exception de celles rendues éventuellement nécessaires à l'issue de l'inventaire prévu à l'article 8, les modifications du(des) périmètre(s) du service et la modification du programme des travaux ouvrent droit pour les parties à une révision des conditions financières du contrat, conformément à l'article 75 ci-après.

Ces modifications feront l'objet d'un avenant soumis à délibération du Conseil d'Administration de Pas de Calais habitat.

Article 10. - EXCLUSIVITÉ DU SERVICE

10. 1. - Le Délégataire a seul le droit d'utiliser les ouvrages délégués.

10. 2. - L'établissement, par l'Autorité Délégante ou un tiers, de canalisations reliant entre eux des établissements qui leur appartiennent et couvrant leurs propres besoins de chaleur (réseaux privés), n'est pas considéré comme une atteinte à l'exclusivité du service.

Cet établissement de canalisations doit s'effectuer en tenant compte des ouvrages existants du Délégataire. En tant que de besoin, la modification ou le déplacement des ouvrages du Délégataire sont assurés aux frais du demandeur et sous le contrôle du Délégataire.



Article 11. - OBLIGATION DE DESSERVIR LES USAGERS

11. 1. - À l'intérieur du périmètre délégué, le Délégataire développe le réseau en application des dispositions prévues à l'article 23 ci-après pour les travaux neufs. Les usagers se raccordent au réseau, ainsi établi ou existant, en application des articles 40 et 41 ci-après (*obligation de fourniture et obligation de raccordement*).
11. 2. - Le Délégataire est tenu de réaliser, sur demande de l'Autorité Délégante ou des propriétaires intéressés, toutes extensions particulières du réseau de canalisations et tous renforcements des installations qui en sont la conséquence, si l'Autorité Délégante ou les intéressés fournissent au Délégataire des garanties de souscription de puissance et participent aux frais de premier établissement dans les conditions ci-après :
- une garantie valable pendant dix ans (limitée à la durée restante de la délégation), d'une puissance souscrite minimale de 2 kW par mètre courant de canalisation à installer, soit 4 kW par mètre de réseau (branchements individuels non compris) ;
 - le paiement des frais de raccordement, voire d'extension particulière, dans les conditions prévues notamment aux articles 58 et 59 ;
 - toutefois, le Délégataire n'est pas tenu de raccorder les usagers souscrivant une puissance inférieure à 50 kW, cette puissance étant appréciée au niveau du poste de livraison.

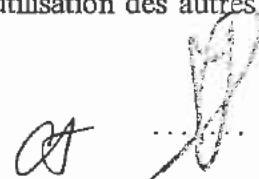
Article 12. - UTILISATION ACCESSOIRE DES OUVRAGES DE LA DÉLÉGATION**12. 1. - Exportation - Importation**

12. 1. 1. À la condition expresse que toutes les obligations du contrat soient remplies, le Délégataire peut être autorisé à utiliser les ouvrages délégués pour vendre de l'énergie calorifique à des consommateurs situés en dehors du périmètre délégué.

Cette autorisation est accordée par l'Autorité Délégante dans un délai de 3 mois à compter de la réception de la demande faite par lettre recommandée avec accusé de réception postal ou par acte extra-judiciaire. Elle est sans incidence sur le périmètre délégué et notamment subordonnée aux deux conditions suivantes :

- le Délégataire est tenu, pour ces fournitures en dehors du périmètre délégué, de réserver les droits de l'Autorité Délégante en cas de retour des installations, soit en fin de délégation, soit par rachat ou déchéance ;
- dans les galeries qu'il a établies, le Délégataire est tenu de recevoir les canalisations des autres services publics ;
- la continuité du service public délégué doit rester la priorité du Délégataire.

Toutefois, il ne doit résulter de cette occupation aucun inconvénient, ni pour le bon fonctionnement du service délégué, ni pour le maintien ou l'utilisation des autres canalisations antérieurement installées.



Les conditions d'occupation, les modalités d'entretien et de gestion, la fixation de la redevance à payer au Déléataire sont, à défaut d'entente amiable entre l'Autorité Délégante, le Déléataire et le service occupant, déterminées dans les conditions prévues à l'article 75 ci-après (*procédure de révision*).

La redevance tient compte des frais résultant du passage, du service rendu, le cas échéant, à l'Autorité Délégante ou au service occupant, ainsi que du préjudice susceptible d'être occasionné au Déléataire par l'occupation.

- 12 .1. 2. Pour les besoins du service et après accord de l'Autorité Délégante, le Déléataire peut acheter à ses frais de l'énergie calorifique à des tiers.

Cette demande doit être motivée et accompagnée d'une étude d'impact, ainsi que d'une analyse des aspects financiers du projet. En aucun cas, cette importation de chaleur ne doit engendrer d'augmentation du coût global de la chaleur vendue aux abonnés.

12. 2. - Utilisation des ouvrages à des fins étrangères à l'objet de la Délégation

En cas d'utilisation des ouvrages du service pour d'autres usages non liés au service (*passage de câbles, implantation d'antennes, ...*), l'accord de l'Autorité Délégante est requise pour toute convention à mettre en place, avec possibilité de rémunération de l'Autorité Délégante.

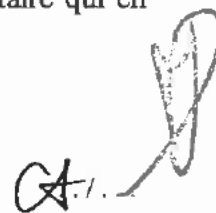
Les conditions d'occupation, les modalités d'entretien et de gestion, la fixation de la redevance à payer au Déléataire sont, à défaut d'entente amiable entre l'Autorité Délégante, le Déléataire et le service occupant, déterminées dans les conditions prévues à l'article 75 ci-après (*procédure de révision*).

La redevance tient compte, des frais résultant du passage, du service rendu à l'Autorité Délégante ou au service occupant, ainsi que du préjudice susceptible d'être occasionné au Déléataire par l'occupation.

Article 13. - UTILISATION DES VOIES PUBLIQUES OU PRIVÉES ET ACQUISITIONS

Pour l'exercice de ses droits relatifs à l'établissement, au renouvellement, à l'exploitation et à l'entretien des ouvrages, le Déléataire doit se conformer aux conditions du présent contrat et aux règlements de voirie.

L'Autorité Délégante peut se charger d'obtenir, à la requête du Déléataire et aux frais de ce dernier, les autorisations d'occupation sur le domaine public qui n'appartient pas à l'Autorité Délégante ; de même, l'Autorité Délégante peut, en accord avec le Déléataire, procéder directement aux acquisitions de terrains ou servitudes et mettre les droits ainsi acquis à la disposition du Déléataire qui en supporte les frais.



Article 14. - REMISE DES INSTALLATIONS EXISTANTES EN DÉBUT DE CONTRAT

L'Autorité Délégante remet au Déléataire l'ensemble des installations existantes qui font partie des ouvrages de la délégation. Le Déléataire les prend en charge dans l'état où elles se trouvent sans pouvoir invoquer à aucun moment leur état ou disposition pour se soustraire aux obligations du présent contrat. Il s'interdit tout recours contre l'Autorité Délégante.

L'Autorité Délégante communique également au Déléataire tous les plans et renseignements en sa possession intéressant ces installations.

S'il le souhaite, dans les premiers mois qui suivent la date de prise d'effet du contrat, le Déléataire peut réaliser, à ses frais et risques, une étude de sol préalable, valant état des lieux, par un organisme certifié, choisi d'un commun accord avec l'Autorité Délégante.

Dans les trois (3) mois de la prise d'effet du présent contrat, le Déléataire rachète à l'Autorité Délégante, ou au Déléataire précédent, les approvisionnements, compteurs et matériels divers, nécessaires au fonctionnement du service. La liste et les conditions de reprise des biens et approvisionnements concernés, sont annexées au présent contrat de délégation sous le n°3. Toute somme non versée dans les délais donne lieu, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts calculés au taux d'intérêt légal majoré de deux points (TIL+2).

La valeur de rachat des approvisionnements sera assise sur la base de leur valeur d'origine, sauf dépréciation éventuelle.

Dès la remise des ouvrages, le Déléataire doit assurer régulièrement l'exploitation du service.

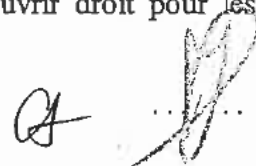
Article 15. - REMISE D'INSTALLATIONS EN COURS DE CONTRAT

En cas d'extension du domaine délégué, la remise d'installations en cours de contrat s'opère dans les conditions prévues par l'article 14 précité.

Cette remise d'ouvrages, si elle n'est pas prévue à l'inventaire prévu à l'article 8.3 précité, ni aux conditions particulières (*article 5*), peut ouvrir droit à la renégociation des conditions financières du contrat (*article 75*).

Article 16. - CLASSEMENT DU RÉSEAU

La création ou la modification d'une obligation de raccordement, résultant du classement, en cours de contrat et en vertu de la loi n°80-531 du 15 juillet 1980 (modifiée notamment par l'article 23 de la loi sur l'air du 20 décembre 1996), du réseau de distribution publique d'énergie calorifique, peut ouvrir droit pour les



parties à une révision des conditions de rémunération, conformément à l'article 75 ci-après, sauf si celle-ci est prévue en application de l'article 8 (*périmètre de la délégation*).

Article 17. - SOURCES ÉNERGÉTIQUES

La nature des énergies utilisées et les conditions générales de fourniture à la charge du Délégataire sont les suivantes :

- le gaz naturel alimentant les moteurs en cogénération ;
- le gaz naturel alimentant les chaudières ;
- le fioul utilisé en appoint et secours.

Le Délégataire peut modifier l'ordre de priorité des énergies, en fonction des disponibilités de chaque source, des approvisionnements, des tarifications particulières, etc..., dans le respect de ses engagements et après validation de l'autorité délégante :

- la chaleur issue de la cogénération ;
- la chaleur issue des chaudières au gaz ;
- la chaleur issue de la chaudière au fioul.

En cas de manquement par le Délégataire à ses engagements, il sera notamment fait application de l'article 80.2 (*exploitation des ouvrages*).

Il peut également, après accord de l'Autorité Délégante ou sur demande de celle-ci, proposer l'utilisation d'autres énergies qui s'avèreraient plus intéressantes sur le plan financier, celui de la pollution ou celui de la sécurité d'approvisionnement.

Dans ce cas, toute modification dans les sources d'énergie utilisées pour la production de chaleur, tout avantage apporté ou toute contrainte pénalisante, non prévus à l'origine du contrat ou lors de la précédente renégociation ou dans ses avenants, peuvent ouvrir droit pour les parties à une révision du contrat (*article 75*).

Le délégataire transmet à l'autorité délégante les copies de contrats d'achats de ces énergies, ainsi que leurs annexes et avenants éventuels.

-----oooOooo-----



CHAPITRE III - TRAVAUX

Article 18. - PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le Déléataire est chargé de l'exécution, à ses frais et risques, du programme de travaux annexé au présent contrat sous le n° 5.

Les travaux d'entretien, de grosses réparations, de renouvellement et de premier établissement sont rémunérés au moyen du tarif R2, défini au chapitre V ci-après.

Les travaux de branchement sont rémunérés par le droit de raccordement et selon le bordereau des prix, défini à l'article 60 ci-après et joint en annexe n° 10.

Article 19. - TRAVAUX D'ENTRETIEN ET DE GROSSES RÉPARATIONS

Tous les ouvrages délégués, équipements et matériels permettant la marche de l'exploitation, y compris les compteurs, sont entretenus en bon état de fonctionnement et réparés, par les soins du Déléataire, à ses frais dans les conditions prévues au présent contrat.

19. 1. - Les travaux d'entretien courant ou de "petit entretien" sont définis à l'article 49.2.1 ci-après.

Les travaux de "gros entretien" ou de grosses réparations sont définis à l'article 49.2.2 ci-après.

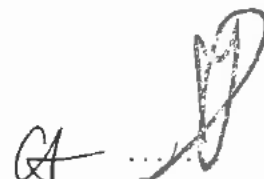
Les travaux de "renouvellement" et de modernisation sont définis à l'article 20 ci-après.

19. 2. - En particulier, tous les travaux de gros entretien et de renouvellement des ouvrages délégués sont à la charge du Déléataire : immeubles du service, installations de production et de distribution, réseaux et postes de livraison, normalement inscrits dans l'inventaire prévu à l'article 8, tenu à jour en permanence par le Déléataire.

Les plans prévisionnels de Gros Entretien et de Renouvellement, établis par le Déléataire sur la durée du contrat, sont annexés sous le n° 7 au présent contrat.

Des comptes d'exécution sont tenus par le Déléataire :

- un compte pour le Gros Entretien, "GE" ou "P3/1" ;



- un compte pour le Renouvellement, "R" ou "P3/2" ;

Les modalités financières sont en outre précisées à l'article 67 du présent contrat.

Article 20. - RENOUVELLEMENT ET MODERNISATION

20. 1. - Renouvellement

Le remplacement à l'identique ou à l'équivalent des ouvrages (c'est-à-dire le remplacement d'un matériel par un autre, pouvant être différent de celui abandonné, mais de même destination et de même potentiel de performance), dont le renouvellement s'avère nécessaire, est à la charge du Délégataire.

Le plan prévisionnel de Renouvellement est annexé au présent contrat sous le n° 7.

Les dépenses supportées par le Délégataire sont imputées sur le compte de Renouvellement (R ou P3/2). L'inventaire prévu à l'article 8 est mis à jour après travaux.

20. 2. - Modernisation

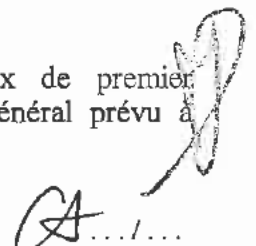
Si le Délégataire se trouve amené, notamment dans le cadre de son programme de renouvellement, à remplacer un matériel important, il doit au préalable en aviser l'Autorité Délégante afin d'examiner l'intérêt qu'il peut y avoir, compte tenu de l'évolution des techniques ou des sources d'énergie, à substituer aux appareils à remplacer, des appareils de principe ou de puissance mieux adaptés à la poursuite de l'exploitation, non seulement jusqu'à la fin de la présente délégation, mais également au-delà de la date de son expiration.

De même, l'Autorité Délégante, comme le Délégataire, peut demander, dans le cadre des programmes prévus à l'article 23, toute modernisation de l'installation susceptible d'améliorer financièrement les résultats de l'exploitation, compte tenu de l'ensemble des charges découlant de cette modernisation. Dans ce dernier cas, le changement de matériel, s'il modifie substantiellement les conditions de l'exploitation, peut ouvrir droit à la révision des conditions de rémunération du contrat (*article 75*).

Les dépenses supportées par le Délégataire sont imputées sur le compte de Renouvellement (R ou P3/2). L'inventaire prévu à l'article 8 est mis à jour après travaux.

Article 21. - PREMIER ÉTABLISSEMENT

Le Délégataire est maître d'ouvrage pour tous les travaux de premier établissement. Ces travaux sont réalisés selon le programme général prévu à l'article 23 ci-après (*programme de travaux neufs*).



GA.../...

Toutefois, en ce qui concerne la réalisation de nouveaux ouvrages dont l'amortissement comptable excéderait l'échéance du contrat, le Délégué doit requérir l'accord préalable, par écrit, de l'Autorité Délégante, avant tout commencement d'exécution, ainsi qu'il est prévu à l'article 87.2 du présent contrat ; en outre, si les parties ne parviennent pas à s'entendre sur les indemnités de retour en fin de contrat des ouvrages résultant de ces travaux, l'Autorité Délégante peut exiger la mise en concurrence par le Délégué, selon des modalités arrêtées d'un commun accord, préalable et écrit, de ces travaux de premier établissement.

Article 22. - EXTENSIONS PARTICULIÈRES, BRANCHEMENTS, POSTES DE LIVRAISON ET COMPTEURS

22. 1. - Extension particulière

Une extension particulière est une extension desservant un nombre limité d'abonnés et qui n'est pas destinée à assurer une fonction de transit ultérieurement.

22. 2. - Branchement

Le branchement est l'ouvrage par lequel les installations de chauffage d'un usager sont raccordées à une canalisation de distribution publique. Il est délimité, côté usager, à la bride aval de la première vanne d'isolement rencontrée par le fluide qui l'alimente, et à la bride amont de la dernière vanne d'isolement rencontrée par le fluide qu'il renvoie au réseau.

Il est estimé en application du bordereau des prix prévu à l'article 60 ci-après et facturé aux abonnés en application des articles 11 ci-dessus, 58 et 59 ci-après.

Il est entretenu et renouvelé par le Délégué à ses frais et fait partie intégrante de la délégation.

22. 3. - Postes de livraison

Les ouvrages du circuit primaire situés en aval du branchement et dans la propriété de l'abonné (tuyauteries de liaison intérieure, régulation primaire, compteur, échangeur, jusqu'aux brides de sortie secondaire de celui-ci) sont établis, entretenus et renouvelés par le Délégué dans les mêmes conditions que les branchements. Ils font partie intégrante de la délégation.

Pour les usagers déjà raccordés à la date de prise d'effet du présent contrat, et dans le cas où le compteur d'énergie a été établi en aval de l'échangeur, le Délégué assure l'entretien et le renouvellement de ces ouvrages jusque et y compris la vanne d'arrêt située en aval du compteur. Sauf accord particulier, résultant de la police d'abonnement, ces ouvrages font partie intégrante de la délégation.

Remarque : il arrive qu'un organe, situé en amont de l'échangeur, soit utilisé partiellement ou totalement par l'abonné (ou réciproquement, un organe situé en

aval, utilisé par le Délégataire) ; les dispositions particulières d'exploitation, et notamment les responsabilités et les charges d'entretien et de renouvellement, sont alors spécifiées dans la police d'abonnement.

Par exemple, une vanne 2 ou 3 voies de régulation se trouvant du côté primaire de l'échangeur, sera "pilotée" sous la responsabilité de l'abonné ou de l'exploitant du secondaire ; son entretien et son renouvellement seront également à sa charge. Si son entretien nécessite une intervention sur le réseau primaire (dépose du corps de la vanne), la présence du personnel du Délégataire sera requise.

Un listing à jour de l'ensemble de ces spécificités devra être régulièrement transmis à l'autorité délégante, au minimum une fois par an, dans le Compte rendu technique.

22. 4. - Compteurs

Les compteurs sont fournis, posés, entretenus et renouvelés par le Délégataire dans les mêmes conditions que les branchements. Ils font partie intégrante de la délégation.

22. 5. - Génie civil

Généralement, le poste de livraison est intégré dans un bâtiment qui ne fait pas partie de la délégation ; sauf accord contraire, précisé dans la police d'abonnement, le génie civil est à la charge de l'abonné ou du propriétaire.

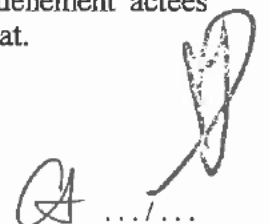
Sinon, le local fait partie de la délégation, est inscrit à l'inventaire, ou fait l'objet d'une convention spécifique de mise à disposition ; le génie civil de ce type de poste de livraison est alors à la charge du Délégataire.

Article 23. - PROGRAMME DE TRAVAUX NEUES

23. 1. - À l'origine de la délégation :

Le Délégataire joint, au présent contrat, son programme général de travaux de premier établissement établi sur la durée du contrat en fonction du périmètre prévu à l'article 8 ci-dessus et de l'urbanisation existante et prévisionnelle. Celui-ci est accompagné du projet d'exécution des ouvrages, conformément à l'article 24 ci-dessous.

Il ne pourra faire l'objet d'ajustement ou de rééquilibrage en cours de contrat sans l'accord de l'autorité délégante. Ces modifications seront éventuellement actées par délibération du Conseil d'Administration de Pas de Calais habitat.



23. 2. - Chaque année :

Le Délégué présente à l'approbation de l'Autorité Délégante :

1) La liste des travaux de premier établissement à exécuter l'année suivante, soit dans le cadre du programme général des travaux, soit pour assurer d'autres fournitures : cette liste est à établir avant le 1^{er} mai de chaque année, pour l'été à venir ou pour l'exercice suivant ; elle fait état des caractéristiques techniques des ouvrages ; elle est accompagnée d'un plan renseigné du territoire de l'Autorité Délégante et d'un exposé sur les dispositions envisagées par le Délégué pour se conformer à ses obligations de service public.

Si la liste doit être modifiée en cours d'exercice, les modifications sont soumises à l'approbation de l'Autorité Délégante dans les mêmes conditions que la liste elle-même.

2) La liste des travaux de renouvellement ou de modernisation envisagés : cette liste est établie, modifiée et approuvée dans les mêmes conditions que la liste des travaux de premier établissement.

23. 3. - Les approbations sont considérées comme acquises, si elles ne sont pas refusées dans un délai de deux (2) mois.

23. 4. - L'Autorité Délégante peut demander au Délégué de construire aux frais de ce dernier dans la limite de deux cent cinquante (250) mètres de longueur de réseau par an, tous prolongements de canalisations susceptibles d'atteindre dans les cinq (5) ans à dater de leur mise en service, une densité effective de distribution comparable à celle obtenue en moyenne sur le réseau. Le cas échéant, le Délégué pourra se prévaloir des dispositions de l'article 75.

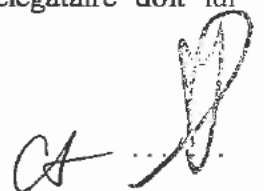
Le Délégué justifie devant l'Autorité Délégante la valeur du diamètre des prolongements de canalisations demandées.

23. 5. - L'Autorité Délégante s'assure que les programmes et délais ainsi définis sont respectés et applique, le cas échéant, les pénalités de retard prévues à l'article 80.1 ci-après.

Article 24. - PROJET D'EXÉCUTION DES OUVRAGES

Indépendamment de l'approbation des programmes généraux et annuels de travaux visés à l'article 23 ci-dessus, chaque projet d'exécution, prévu ou non à ces programmes, doit être soumis à l'agrément de l'Autorité Délégante avant toute exécution.

Pour une bonne information de l'Autorité Délégante, le Délégué doit lui remettre à l'appui du projet d'exécution :

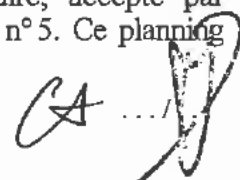


- les schémas, plans d'exécution des ouvrages, spécifications techniques détaillées, notes de calcul et études de détail ;
- le phasage des travaux, le planning détaillé jusqu'à la réception ;
- la constitution du dossier des ouvrages exécutés et la mise à jour de l'inventaire.

24. 1. - Un délai de trois (3) mois est laissé à l'Autorité Délégante pour donner son accord ou refuser le projet ; passé ce délai, le projet est réputé agréé. Si, au cours de ce délai, des modifications apparues nécessaires sont demandées, le Délégataire doit rectifier en conséquence son projet et le soumettre à nouveau à l'Autorité Délégante dans un délai maximum d'un (1) mois. L'Autorité Délégante doit alors donner son agrément ou refuser le projet dans un délai de quinze (15) jours ; passé ce délai, le projet est réputé agréé.
24. 2. - L'agrément de l'Autorité Délégante vise uniquement la conformité du projet au programme, ainsi que la coordination avec les autres réseaux ; il n'engage pas sa responsabilité. Le Délégataire reste seul responsable de la conception et de l'exécution du projet, ainsi que de l'obtention et du respect de l'ensemble des autorisations nécessaires (déclaration ou autorisation, enquête publique, permis de construire, permission de voirie, ...).
24. 3. - Les délais ci-dessus peuvent être réduits d'un commun accord entre l'Autorité Délégante et le Délégataire, si l'exécution d'un projet se révèle particulièrement urgente. Toutefois, le délai de trois mois visé ci-dessus ne peut pas être réduit à moins d'un (1) mois.
24. 4. - Ces délais ne s'appliquent pas aux travaux d'entretien ou de réparation, qui sont exécutés à la diligence du Délégataire, après en avoir avisé l'Autorité Délégante et obtenu les autorisations de voirie nécessaires.
24. 5. - Après agrément du projet, comme il a été dit ci-dessus, le Délégataire exécute les travaux, à partir d'une date et dans les délais fixés en accord avec l'Autorité Délégante.
- Qu'il s'agisse de travaux neufs, d'entretien ou de réparation, le Délégataire doit, pendant la durée de ces travaux, prendre toutes les mesures intéressant la sécurité, à ses risques et périls et sous sa responsabilité.

Article 25. - DÉLAIS D'EXÉCUTION

Le déroulement des travaux de premier établissement fait l'objet, en application de l'article 23 ci-dessus, d'un planning proposé par le Délégataire, accepté par l'Autorité Délégante et annexé au contrat de délégation sous le n° 5. Ce planning



fixe les délais d'exécution, à partir de la date de prise d'effet de la convention, des différents ouvrages prévus.

L'Autorité Délégante s'assure que les délais sont respectés et que, notamment, la fourniture de chaleur peut être faite, dans les conditions du présent contrat, aux abonnés pour lesquels les ouvrages de premier établissement sont prévus. Des pénalités pour retard sont applicables dans les conditions fixées à l'article 80.1.

Les programmes annuels de travaux d'entretien, de grosses réparations, de renouvellement ou de modernisation, font également l'objet de prévisions de délais, mais ceux-ci ne sont fournis par le Déléataire à l'Autorité Délégante qu'à titre indicatif. Le Déléataire reste juge de la date de mise en service des ouvrages construits au titre de ces programmes dans le cadre de ses prévisions.

Article 26. - CONDITIONS D'ÉTABLISSEMENT DES OUVRAGES.

Les ouvrages de la délégation sont réputés avoir été établis dans des conditions leur permettant de supporter sans dommage toutes les conséquences de l'affectation normale des voies publiques et, s'il y a lieu, de l'usage des propriétés privées tel qu'il est défini par les conventions de servitudes.

Article 27. - TRAVAUX SOUS LA VOIE PUBLIQUE

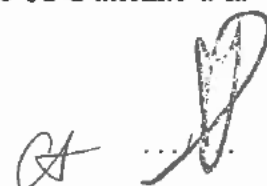
Aucun travail nécessitant une fouille sous la voie publique ne peut, sauf cas d'urgence justifié, être entrepris sans une autorisation préalable des services compétents.

En particulier, l'Autorité Délégante est informée des difficultés rencontrées par le Déléataire et peut prêter son concours pour l'obtention desdites autorisations.

Article 28. - MODIFICATION DES OUVRAGES APPARTENANT À L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE (NON INCLUS DANS LA DÉLÉGATION)

28. 1. - Lorsque le Déléataire exécute des travaux entraînant des dégradations aux ouvrages de l'Autorité Délégante, il est tenu de prendre à sa charge le coût des réparations.

L'Autorité Délégante se réserve le droit d'exécuter ou de faire exécuter aux frais du Déléataire les réparations nécessaires, après une mise en demeure restée infructueuse pendant 15 jours (ou immédiate en cas d'urgence ou d'atteinte à la sécurité des personnes).



28. 2. - Lorsque le Délégataire exécute des travaux entraînant des déplacements ou des modifications d'ouvrages, il est tenu de prendre à sa charge toutes les dépenses afférentes aux déplacements et aux modifications des ouvrages appartenant à l'Autorité Délégante.

Toutefois, il peut demander à celle-ci, le remboursement de la partie de ces dépenses qui correspondrait à une amélioration des ouvrages déplacés ou modifiés.

Article 29. - MODIFICATION DES OUVRAGES APPARTENANT À DES TIERS

Le déplacement et la modification par le Délégataire des ouvrages, qui ne font pas partie de la délégation et qui n'appartiennent pas à l'Autorité Délégante, est à la charge du Délégataire lorsqu'il les provoque.

Le Délégataire fait son affaire de la récupération éventuelle des sommes correspondant aux améliorations apportées aux ouvrages à cette occasion.

Article 30. - MODIFICATION DES OUVRAGES DÉLÉGUÉS

30. 1. - Ouvrages délégués sur et sous le domaine public de l'Autorité Délégante

Le déplacement des ouvrages délégués, dans le cadre du présent contrat, situés sous et sur le domaine public de l'Autorité Délégante est opéré aux frais du Délégataire lorsqu'il est requis dans l'intérêt du domaine occupé, après accord de l'autorité délégante. Il sera fait, le cas échéant, application de l'article 75.

30. 2. - Ouvrages délégués en dehors du domaine public de l'Autorité Délégante

En aucun cas les déplacements, requis par l'autorité compétente, ne sont à la charge de l'Autorité Délégante.

Article 31. - MISE EN CONFORMITÉ ET SÉCURITÉ DES OUVRAGES

Les installations, notamment de combustion et de stockage de combustible, doivent être conformes à la réglementation en vigueur relative aux installations classées, au travail, à l'hygiène et à la sécurité.



Les dépenses entraînées par des travaux exécutés pour un motif de sécurité publique ou de mise en conformité des ouvrages avec des règlements techniques et administratifs, tout comme celles liées aux différents contrôles nécessaires, sont à la charge du Délégataire. Les dépenses donneront lieu, le cas échéant, à application de l'article 75 (révision) sous réserve d'accord de l'Autorité Délégente après présentation des justificatifs réglementaires, techniques et financiers ad hoc.

Les dépenses supportées par le Délégataire peuvent être imputées sur le compte de G.E.R. si leur objet s'apparente à des travaux éligibles au Gros Entretien ou au Renouvellement. L'inventaire prévu à l'article 8 est mis à jour après travaux.

Article 32. - CONTRÔLE DES TRAVAUX PAR L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE

32. 1. - L'exécution par le Délégataire de travaux sur ou sous la voie publique ou en propriété privée est placée sous le contrôle de l'Autorité Délégente.

À cet effet, le Délégataire tient à sa disposition les constatations de travaux, en quantité et en valeur, et facilite son accès aux chantiers.

L'accord de l'Autorité Délégente découlant de ce contrôle ne dégage pas le Délégataire de ses obligations et responsabilités vis-à-vis des tiers et de la réglementation.

32. 2. - Le Délégataire doit, en outre, se conformer aux prescriptions des agents accrédités du gestionnaire des voies sur lesquelles les travaux s'exécutent.

Il doit respecter plus particulièrement le règlement de voirie et les différentes règles d'urbanisme en vigueur (communales ou communautaires).

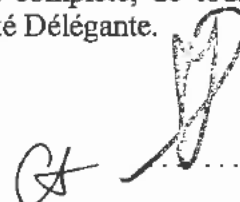
Article 33. - RÉCEPTION DES TRAVAUX

33. 1. - Lorsque les travaux sont achevés, le Délégataire doit en aviser l'Autorité Délégente et lui faire connaître ses réserves éventuelles et les remèdes à apporter.

Lors des opérations préalables à la réception, l'Autorité Délégente fait connaître ses observations éventuelles au Délégataire.

33. 2. - Dès leur réception, matérialisée par un procès-verbal signé par le Délégataire, les ouvrages font partie de la délégation.

Le procès-verbal de réception, établi par le Délégataire, définit la nature, les limites, les dates d'achèvement et de mise en service ; il est complété, de tous commentaires utiles et des observations éventuelles de l'Autorité Délégente.



Le procès-verbal de réception est transmis ensuite à l'Autorité Délégante, accompagné du Dossier des Ouvrages exécutés complet avec plans, schémas, notices, ... et inventaire mis à jour.

Article 34. - PLANS DES OUVRAGES EXÉCUTÉS

Dans un délai de quatre (4) mois suivant la réception, le Déléataire envoie à l'Autorité Délégante les plans des ouvrages exécutés ; au minimum, il remet un tirage sur papier et un exemplaire sous forme numérique, adapté au Système d'Information Géographique (S.I.G.) du service communal ou intercommunal concerné.

Le Déléataire tient constamment à jour les plans des installations. Il remet à l'Autorité Délégante, lors des réunions de fin d'année (*article 70.2*) :

- tous les 5 ans (la première fois, au terme du deuxième exercice), les exemplaires des plans de l'ensemble des ouvrages ;
- et, annuellement, les exemplaires des plans mis à jour dans l'année.

Il enregistre et/ou met à jour le "guichet unique" (article L.554-2 du Code de l'environnement) via le téléservice : www.reseaux-et-canalisation.ineris.fr

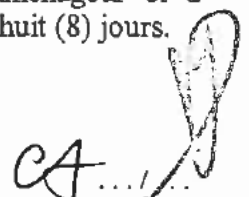
Article 35. - INTÉGRATION DES RÉSEAUX PRIVÉS

Lorsque des installations susceptibles d'être intégrées au domaine délégué sont réalisées à l'initiative d'aménageurs privés, l'Autorité Délégante, au moyen de conventions conclues avec les aménageurs, réserve les droits de contrôle du Déléataire prévus à l'article 36 ci-après.

Article 36. - DROIT DE CONTRÔLE DU DÉLÉGATAIRE

En application notamment de l'article 36, le Déléataire dispose d'un droit de contrôle sur tous les travaux dont il n'est pas lui-même chargé. Ce droit comporte la communication des projets d'exécution.

Le Déléataire a le droit de suivre l'exécution des travaux et d'assister aux réunions de chantier. Il a, en conséquence, le libre accès aux chantiers. Au cas où il constaterait quelque omission ou malfaçon d'exécution susceptible de nuire au bon fonctionnement du service, il peut le signaler oralement à l'aménageur et à l'Autorité Délégante, et doit le confirmer par écrit, dans le délai de huit (8) jours.



Le Déléataire est invité à assister aux opérations préalables à la réception et autorisé à présenter ses observations qui sont consignées au procès-verbal. Faute d'avoir signalé, à l'aménageur et à l'Autorité Délégente, ses constatations d'omission(s) ou de malfaçon(s) en cours de chantier, ou d'avoir présenté ses observations lors des opérations préalables à la réception, le Déléataire ne peut refuser de recevoir et d'exploiter les ouvrages comme indiqué ci-après.

Après réception des travaux, l'Autorité Délégente reçoit les ouvrages de l'aménageur et les remet au Déléataire. Cette remise des installations est constatée par un procès-verbal signé des trois parties. Elle est accompagnée de la remise au Déléataire du plan des ouvrages exécutés.

Le Déléataire, ayant eu pleine connaissance des projets et ayant pu en suivre l'exécution, ne pourra plus à aucun moment invoquer les dispositions pour se soustraire aux obligations de la présente délégation. Toutefois, le Déléataire est autorisé, soit directement, soit par l'intermédiaire de l'Autorité Délégente, à exercer les recours ouverts à celle-ci, vis-à-vis des entrepreneurs et fournisseurs, par la législation en vigueur.

-----oooOooo-----



CHAPITRE IV - L'EXPLOITATION DU SERVICE

Article 37. - PRINCIPES GÉNÉRAUX DE L'EXPLOITATION

Le Délégataire est chargé d'exploiter à ses risques et périls, le service de production, production en secours, transport et distribution de chaleur.

Il s'engage, en conséquence, à assurer la sécurité ainsi que le bon fonctionnement, l'entretien, la réparation et le renouvellement des ouvrages délégués, grâce à une surveillance régulière et systématique du service ; en vue, d'une part, de garantir la continuité du service public, notamment en limitant la fréquence et la durée des arrêts éventuels et, d'autre part, de limiter à ce qui est strictement nécessaire, la consommation d'énergie, tout en assurant la meilleure qualité de service possible.

Le Délégataire s'engage à faire un effort continu dans la recherche de nouvelles économies, notamment par des mesures d'exploitation qui lui seraient demandées par l'Autorité Délégante. Le cas échéant, il est fait application de l'article 75 (*révision des tarifs*).

Article 38. - RÈGLEMENT DU SERVICE

Un règlement du service délégué intervient, pour l'application aux usagers des stipulations du présent contrat.

Le règlement du service comprend notamment le régime des abonnements, les dispositions techniques relatives aux conditions de livraison de l'énergie calorifique et aux compteurs, les conditions de paiement et toutes autres dispositions qui n'auraient pas été réglées par le contrat.

Le règlement du service, arrêté d'un commun accord entre le Délégataire et l'Autorité Délégante, après délibération de cette dernière, est annexé au présent contrat sous le n°11 et remis à chaque usager au moment de la signature de sa demande d'abonnement.

Il informe notamment les usagers de la faculté qui leur est offerte de prendre connaissance du présent contrat.



Article 39. - DEMANDE OU POLICE D'ABONNEMENT

- 39. 1. -** Les contrats pour la fourniture de chaleur sont établis sous la forme d'une police d'abonnement signée par l'abonné, conforme au modèle arrêté d'un commun accord entre le Délégitaire et l'Autorité Délégitante, après délibération de cette dernière.

Le modèle de police d'abonnement est annexé au règlement du service (annexe n°11). Sont notamment définies la puissance souscrite, les températures contractuelles des fluides thermiques et les conditions particulières de fourniture.

Les abonnements peuvent être contractés par un propriétaire ou un gestionnaire, désigné au présent contrat par "l'abonné". Dans le cas où la demande est effectuée par un gestionnaire, le Délégitaire peut demander au propriétaire de cosigner la police d'abonnement, notamment pour lui garantir la durée minimale de souscription prévue à l'article 42 (*régime des abonnements*).

Le régime des avances sur consommations ou des dépôts de garantie est fixé dans le règlement du service et les conditions particulières sont précisées dans chaque police d'abonnement.

- 39. 2. -** Lorsque la situation particulière d'un abonné le justifie, l'Autorité Délégitante autorise le Délégitaire à signer avec cet abonné, un traité particulier d'abonnement. Le projet, établi par le Délégitaire, est soumis à l'accord préalable de l'Autorité Délégitante.

Un délai de trois (3) mois est laissé à l'Autorité Délégitante pour donner son accord, formuler des observations ou refuser le projet ; passé ce délai, le projet est réputé agréé.

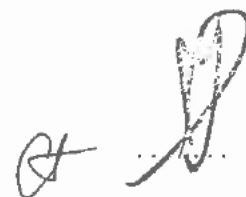
Si, au cours de ce délai, des modifications sont demandées, le Délégitaire doit rectifier en conséquence son projet et le soumettre à nouveau à l'Autorité Délégitante dans un délai maximum d'un (1) mois. Ensuite, un délai de deux (2) mois est de nouveau laissé à l'Autorité Délégitante pour formuler des observations ou refuser le projet ; passé ce délai, le projet est alors réputé agréé.

Article 40. - OBLIGATION DE FOURNITURE

Le Délégitaire est tenu de fournir, aux conditions du présent contrat, la chaleur nécessaire aux bâtiments, dans la limite des puissances souscrites par les abonnés.

Cette obligation du Délégitaire est limitée à la fourniture de chaleur en sous-station, ou jusqu'au compteur quand celui-ci est en aval de la sous-station.

Le Délégitaire peut assurer, dans la limite de capacité des installations, toute fourniture d'énergie calorifique destinée à des usages autres que le chauffage des bâtiments ou le réchauffage de l'eau chaude sanitaire.



Article 41. - OBLIGATION DE RACCORDEMENT

41. 1. - Aucune obligation de raccordement n'est imposée à l'intérieur du périmètre de délégation.

Toutefois, en cas de dispositions particulières du contrat de cession de leurs terrains, les propriétaires de bâtiments situés à l'intérieur du périmètre défini à l'article 8, peuvent éventuellement être obligés de se raccorder au réseau de distribution et réserver au Déléataire l'achat de la chaleur nécessaire au chauffage de leurs bâtiments et, éventuellement, au réchauffage de l'eau.

41. 2. - En cas de classement de tout ou partie du réseau en cours de contrat (*article 16*) et ainsi qu'ils y sont obligés par les dispositions relatives au classement des réseaux, les propriétaires d'installations thermiques concernés sont tenus de se raccorder.

L'Autorité Déléante informe les usagers intéressés par cette obligation pour leurs installations nouvelles et existantes, sur proposition du Déléataire et après négociation des conditions financières.

Article 42. - RÉGIME DES ABONNEMENTS

42. 1. - Les abonnements sont conclus pour une durée de douze (12) ans.

La durée restant à courir des abonnements ne peut dépasser celle de la présente convention.

Les abonnements sont cessibles à des tiers à toute époque de l'année, moyennant information préalable du Déléataire avec un préavis de dix (10) jours.

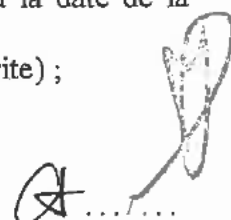
42. 2. - Les conditions de révision des abonnements sont définies à l'article 45 (*choix des puissances*). La révision est de plein droit, à la demande de l'abonné, pour l'exercice à venir, sous réserve d'une demande effectuée avec un préavis de trois (3) mois, soit respectivement avant le 1^{er} avril.

En cas de résiliation de sa police d'abonnement avant son échéance, pour une cause non imputable au Déléataire, ou de diminution non justifiée de sa puissance souscrite, l'abonné verse au Déléataire une indemnité compensatrice de la part non amortie des ouvrages ; cette indemnité est fixée à *quinze pour cent (15%)* des redevances R2, pour les années restant à courir jusqu'à l'échéance normale de sa souscription.

$$\text{Indemnité} = 0,15 \times R2 \times Ps \times Da$$

avec les facteurs suivants :

- R2, redevance unitaire annuelle applicable à l'abonné (valeur à la date de la résiliation) ;
- Ps, puissance souscrite de l'abonné (ou baisse de puissance souscrite) ;



- Da, durée en années (prorata temporis de la date de résiliation à l'échéance normale de la souscription).

Article 43. - MESURES DES FOURNITURES AUX ABONNÉS

La chaleur livrée à chaque abonné doit être mesurée par un ou plusieurs compteurs d'énergie thermique d'un modèle agréé. Les compteurs et les sondes de température sont plombés par un organisme agréé à cet effet par le Service des Instruments de Mesure (S.I.M.).

Les compteurs sont placés dans des conditions précisées par le règlement du service, et permettant un accès facile aux agents du Délégué.

Article 44. - VÉRIFICATION ET RELEVÉ DES COMPTEURS

44. 1. - Les compteurs sont entretenus annuellement et remplacés si nécessaire, aux frais du Délégué, par un réparateur agréé par le Service des Instruments de Mesure. L'exactitude des compteurs doit être vérifiée au moins tous les quatre (4) ans par le Service des Instruments de Mesure ou par un organisme agréé par ce dernier, choisi d'un commun accord entre le Délégué et l'Autorité Délégante.

L'abonné peut demander, à tout moment, la vérification d'un compteur au Service des Instruments de Mesure ou à un organisme agréé par ce dernier. Les frais entraînés par cette vérification supplémentaire sont à la charge, de l'abonné si le compteur est conforme, du Délégué dans le cas contraire.

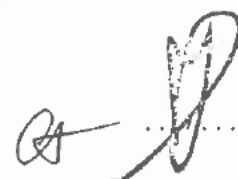
L'entretien des compteurs ne comprend pas les frais particuliers de réparation motivée pour toute cause qui ne serait pas la conséquence de l'usage auquel il est destiné ; ces frais particuliers seront à la charge de l'Abonné auquel incombe le soin de prendre les précautions nécessaires »

44. 2. - Dans tous les cas, un compteur est considéré comme inexact lorsqu'il présente des erreurs de mesurage supérieures aux erreurs maximales tolérées, fixées par le décret n° 76-1327, du 10 décembre 1976. Tout compteur inexact est remplacé par un compteur vérifié et conforme.

44. 3. - Pour la période où un compteur a donné des indications erronées, le Délégué remplace ces indications :

1) pour le chauffage :

par une consommation théorique (MWh) calculée par comparaison avec la période qui suit la réparation du compteur, au prorata des degrés-jours :



$$C_t = C_r \frac{DJ_t}{DJ_r}$$

2) pour les autres usages :

par une consommation théorique (MWh), calculée par comparaison avec la même période (ou jugée équivalente, compte tenu de ces autres usages thermiques) qui suit la réparation du compteur.

En attendant la facturation définitive, une facturation provisoire égale à celle d'une précédente période équivalente peut être établie.

Article 45. - CHOIX DES PUISSANCES

La puissance souscrite dans la demande d'abonnement est la puissance calorifique maximale que le Délégitaire est tenu de mettre à la disposition de l'abonné. Elle ne peut être supérieure à la puissance du poste de livraison de l'abonné.

L'abonné peut limiter sa puissance souscrite à celle des locaux en service pour tenir compte de l'échelonnement dans l'édification et la mise en service des bâtiments.

Il peut demander la modification (en plus ou en moins) de sa puissance souscrite en fonction de l'évolution de ses besoins, et notamment dans les cas suivants :

- agrandissement des locaux ;
- fermeture de bâtiments ;
- travaux ou mesures d'économie d'énergie, notamment en application de l'article L.241-10 du Code de l'Énergie.

Toute modification entraîne l'application de la nouvelle puissance souscrite pendant une durée minimale d'un (1) an.

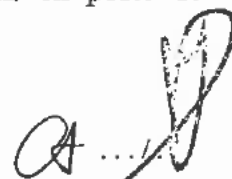
45. 1. - Chauffage des locaux

La puissance correspondante est égale ou supérieure au produit :

- de la puissance calorifique maximale en service continu, somme des besoins calorifiques de chauffage des bâtiments de l'abonné, des pertes internes de distribution et des pertes singulières éventuellement liées au mode de chauffage choisi ;
- par un coefficient de surpuissance, pour remise en température, après baisse ou arrêt du chauffage ; à défaut d'indication contraire, ce coefficient est égal à 1,10.

45. 2. - Eau chaude sanitaire et autres fournitures

La puissance correspondante est fixée dans la demande d'abonnement en fonction des besoins de l'abonné et des caractéristiques des installations en poste de livraison.



45. 3. - Vérification de la puissance souscrite

Un essai contradictoire peut être demandé :

- par l'abonné, s'il estime ne pas disposer de la puissance souscrite (vérification à la demande de l'abonné), (paragraphe infra a) ;
- par le Délégataire, s'il estime que l'abonné appelle davantage que la puissance souscrite (vérification à la demande du Délégataire), (infra b) ;
- par l'abonné, s'il désire diminuer la puissance souscrite (révision à la demande de l'abonné en dehors des possibilités de résiliation ouverte à l'article 42 ci-dessus), (infra c).

Pour cet essai effectué dans les conditions précisées au fascicule C.C.0 du C.C.T.G. de travaux applicables aux travaux de génie climatique, il est installé à titre provisoire sur le poste de livraison de l'abonné, un enregistreur continu des puissances délivrées par le fluide primaire. À défaut, on relève les indications du compteur d'énergie cumulées pendant des périodes de 10 minutes, d'où l'on déduit la puissance moyenne délivrée pendant chacune de ces périodes.

Ces relevés, effectués pendant une durée qui ne peut être inférieure à 24 heures consécutives, déterminent la puissance maximale appelée dans les conditions de l'essai. On calcule, à partir de cette mesure, la puissance maximale en service continu appelée le jour où la température extérieure de base est atteinte, et on la multiplie par le coefficient de surpuissance contractuel pour obtenir la puissance souscrite.

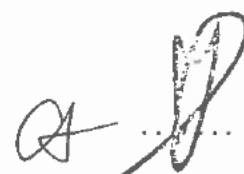
a) Pour les vérifications à la demande de l'abonné, si la puissance ainsi déterminée est conforme ou supérieure à celle fixée à la police d'abonnement, les frais entraînés sont à la charge de l'abonné et il lui appartient, s'il le désire, de modifier l'équipement de son poste de livraison et de modifier sa puissance souscrite. Dans le cas contraire, les frais entraînés sont à la charge du Délégataire, qui doit rendre la livraison conforme.

b) Pour les vérifications à la demande du Délégataire, si la puissance ainsi déterminée est supérieure de plus de quatre pour cent (4%) à la puissance souscrite initiale ou révisée en application de l'alinéa suivant, les frais de l'essai sont à la charge de l'abonné et le Délégataire peut demander :

- soit, que l'abonné réduise sa puissance absorbée à la puissance souscrite, par des dispositions matérielles contrôlables ;
- soit, qu'il ajuste sa puissance souscrite à la valeur effectivement constatée.

Si la puissance ainsi déterminée est conforme, les frais de l'essai sont à la charge du Délégataire.

c) Pour les révisions à la demande de l'abonné, si la puissance ainsi déterminée est inférieure à la puissance souscrite de plus de quatre pour cent (4%), la police d'abonnement est rectifiée en conséquence et la nouvelle valeur est prise en considération dans la facturation à partir de la date de l'essai. Les frais de l'essai sont, dans tous les cas, à la charge de l'abonné.



45. 4. - Modification de la puissance souscrite

Les puissances souscrites par les abonnés, à l'entrée en vigueur du présent contrat, ont servi d'assiette au dimensionnement des ouvrages et à la détermination de l'élément R2 de tarification de la chaleur.

Si la somme des puissances souscrites venait à être modifiée, pour une raison ou pour une autre, de plus ou moins dix pour cent ($\pm 10\%$), elle donne droit à la révision des tarifs, selon les modalités prévues à l'article 75.

De même, dans le cas de modifications de plus ou moins vingt-cinq pour cent ($\pm 25\%$) de l'énergie consommée annuellement, l'élément R1 pourrait également être révisé, afin de tenir compte de l'incidence des pertes thermiques précisées dans le bilan énergétique de référence annexé au présent contrat (annexe n° 8).

Les puissances souscrites et les consommations annuelles moyennes de base sont également annexées au présent contrat (annexe n° 12).

Article 46. - CARACTÉRISTIQUES DE LA CHALEUR DISTRIBUÉE

La chaleur est distribuée sous forme d'eau chaude en basse pression (inférieure à 110°C) ; elle est livrée dans les locaux mis à la disposition du Déléataire par les abonnés. Ces locaux sont appelés sous-stations ou postes de livraison.

46. 1. - Conditions générales

La chaleur est obtenue par échange entre un fluide circulant dans les installations primaires, dit fluide primaire, dont le Déléataire est responsable, et le fluide alimentant les installations des immeubles, dit fluide secondaire.

Elle est livrée dans les conditions générales suivantes :

- fluide secondaire (en aval de l'échangeur) : $85^{\circ}\text{C} \pm 10^{\circ}\text{C}$.

Les conditions particulières de fournitures sont fixées par la police d'abonnement.

46. 2. - Eau chaude sanitaire et autres usages

Le cas échéant, l'abonné fait son affaire d'assurer la production d'eau chaude sanitaire, ou tout autre usage thermique, à partir du (des) échangeur(s) installé(s) et de la chaleur livrée par le Déléataire.



46. 3. - Fourniture à des conditions particulières

Toute demande de fourniture de chaleur, sous une forme ou à une température différente, peut être refusée ou acceptée par le Délégataire, après accord de l'Autorité Délégente.

Le Délégataire peut exiger le paiement par l'abonné de tous les frais et charges susceptibles d'en résulter pour lui-même, soit au moment du raccordement, soit en cours d'exploitation.

En outre, cette fourniture doit être compatible avec les conditions techniques normales de distribution et ne doit, en aucun cas, obliger le Délégataire à modifier ces conditions, en particulier à augmenter la température du réseau au-dessus de celle prévue au paragraphe 46.1 ci-dessus.

Les conditions de production et de livraison de ces autres fournitures de chaleur sont précisées par la police d'abonnement.

Article 47. - CONDITIONS GÉNÉRALES DU SERVICE

47. 1. - Exercice de facturation

On appelle exercice la période continue comprise entre le 1^{er} janvier et le 31 décembre d'une même année "civile".

47. 2. - Périodes de fournitures

47. 2. 1. - Fournitures destinées au chauffage :

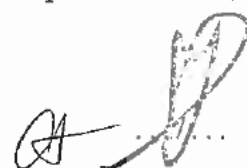
Lorsque la chaleur est destinée au chauffage, les dates de début et de fin de saison de chauffage, période au cours de laquelle le Délégataire doit être en mesure de fournir la chaleur nécessaire au chauffage dans les vingt quatre (24) heures suivant la demande de l'abonné, sont les suivantes :

- début de la saison de chauffage : *10 septembre d'une année ;*
- fin de la saison de chauffage : *10 juin de l'année suivante.*

Les dates respectives, de début et de fin de la période effective de chauffage, sont fixées à la demande expresse de chaque abonné, dans les conditions établies par le règlement du service. Le délégataire informe l'autorité délégente des dates validées.

47. 2. 2. - Fournitures destinées à la production d'eau chaude sanitaire :

Lorsque la chaleur est destinée à la fourniture d'eau chaude sanitaire, le service est assuré toute l'année, sous réserve des interruptions nécessitées par l'entretien, comme il est précisé aux paragraphes 47.3 et 47.4 ci-dessous.



47. 2. 3. - Fournitures en dehors de la période de chauffage :

Si un abonné demande des garanties de fournitures en dehors de la saison de chauffage, le Déléataire est tenu de lui accorder aux conditions prévues aux articles 45 et 46 ci-dessus et fixées par sa police d'abonnement.

47. 2. 4. - Autres fournitures :

Les conditions particulières aux autres fournitures sont fixées par la police d'abonnement, sous réserve des interruptions nécessitées par l'entretien, comme il est précisé aux paragraphes 47.3 et 47.4 ci-dessous.

47. 3. - Travaux d'entretien courant

Ces travaux sont exécutés, sauf dérogation, en dehors de la saison de chauffage ou pendant cette période, à la condition qu'il n'en résulte aucune perturbation pour le service des abonnés.

Les travaux programmables d'entretien des appareils en postes de livraison sont exécutés pendant un arrêt annuel normal d'une durée maximale de cinq (5) jours consécutifs ou non, hors dimanche et jours fériés, dont les dates sont communiquées à chaque abonné, et, par avis collectifs, aux usagers concernés, avec un préavis minimal de dix (10) jours. Les dates sont déterminées en accord avec l'Autorité Délégente.

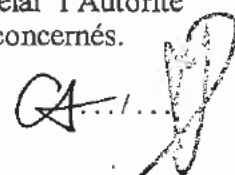
47. 4. - Travaux de gros entretien, de renouvellement et d'extension

Tous les travaux programmables, nécessitant la mise hors service des ouvrages, sont exécutés en dehors de la saison de chauffage et en une seule fois, si possible, sauf dérogation accordée par l'Autorité Délégente.

La période et la durée d'exécution de ces travaux sont fixées par le Déléataire, après accord de l'Autorité Délégente pour les interruptions de livraison de plus de douze (12) heures. Ces interruptions générales doivent être exceptionnelles et limitées à cinq (5) jours ouvrables au maximum sur un exercice et pour un même abonné. Les dates sont communiquées aux abonnés et, par avis collectifs, aux usagers concernés, avec un préavis minimal de dix (10) jours.

Article 48. - CONDITIONS PARTICULIÈRES DU SERVICE**48. 1. - Arrêts d'urgence**

Dans les circonstances exigeant une interruption immédiate, le Déléataire doit prendre d'urgence les mesures nécessaires. Il en avise sans délai l'Autorité Délégente, les abonnés concernés, et, par avis collectifs, les usagers concernés.



Parmi les mesures à la charge du Délégataire, l'obligation de continuité du service reste maintenue ; ainsi, il doit prendre en charge la fourniture et la mise en œuvre d'un moyen de chauffage et de production d'eau chaude de substitution, en cas de service interrompu au sens de l'alinéa b de l'article 48.3 ci-après et ce jusqu'au rétablissement du service normal.

48. 2. - Autres cas d'interruption de fourniture

Le Délégataire a le droit, après en avoir avisé l'Autorité Délégante, de suspendre la fourniture de chaleur à tout abonné dont les installations seraient une cause de perturbation pour les ouvrages délégués. En cas de danger, il intervient sans délai pour prendre toutes les mesures de sauvegarde, mais doit prévenir immédiatement l'abonné et, par avis collectifs, les usagers concernés ; il rend compte, par écrit, à l'Autorité Délégante dans les vingt-quatre (24) heures, avec les justifications nécessaires.

48. 3. - Retards, interruptions ou insuffisances de fourniture

Sous réserve des dispositions qui précèdent, les retards, interruptions ou insuffisances de fourniture de chaleur, donnent lieu :

- d'une part, au profit de l'abonné, à une absence ou à une réduction de facturation correspondant à la fourniture non exécutée par le Délégataire (*voir l'article 66.3*) ;
- d'autre part, au profit de l'Autorité Délégante, à une pénalité due par le Délégataire (*voir l'article 80.2*) et appliquée indépendamment de l'absence ou de la réduction de facturation précitée.

Pour le chauffage seulement :

a) Est considéré comme retard de fourniture, le défaut pendant plus d'une journée après la demande écrite formulée par un ou plusieurs abonnés, de remise en route de la distribution de chaleur à un ou plusieurs postes de livraison, au début ou en cours de la saison de chauffage.

Pour tous les usages :

b) Est considérée comme interruption de fourniture, l'absence constatée pendant plus de quatre (4) heures de la fourniture de chaleur à un poste de livraison.

c) Est considérée comme insuffisante, la fourniture de chaleur à une puissance et à un niveau de température ou de pression inférieurs aux seuils fixés par les conditions générales ou la police d'abonnement.



Article 49. - ENTRETIEN DES OUVRAGES

49. 1. - Responsabilité du Délégataire

Le Délégataire est réputé connaître parfaitement les ouvrages qu'il a pris en charge ou réalisés. En conséquence, il fait son affaire du règlement de tout différend qui peut surgir au sujet de la qualité du matériel et de la bonne exécution des travaux.

L'Autorité Délégante subroge le Délégataire dans tous ses droits ou actions nés ou à naître à l'encontre des installations des constructeurs, des exploitants antérieurs et de tous tiers. Cette subrogation s'exerce sans préjudice du recours de l'Autorité Délégante contre le Délégataire.

Le Délégataire est responsable du maintien en bon état et de la sécurité des installations déléguées.

La responsabilité de l'Autorité Délégante ne peut être engagée pour tout défaut de sécurité des installations confiées au Délégataire, y compris celles des appareils à pression de gaz. L'Autorité Délégante ne peut être mise en cause directement ou indirectement pour les fautes et infractions commises par le Délégataire.

Enfin, le Délégataire veille tout spécialement à respecter la réglementation sur l'environnement, à traiter correctement les résidus de combustion, et à éviter tout dommage à toute installation du voisinage.

49. 2. - Entretien et renouvellement des ouvrages délégués

Les travaux nécessaires au maintien des ouvrages en bon état de fonctionnement, ainsi que les réparations de tous les dommages éventuellement causés à ces installations ou à ce qui en dépend (routes, gazons, clôtures, bâtiments, ...) sont à la charge du Délégataire.

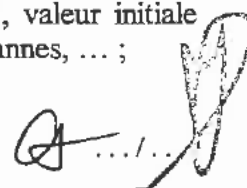
Ces travaux comprennent le petit entretien, le gros entretien et le renouvellement des ouvrages confiés au Délégataire.

La garantie donnée par le Délégataire comprend l'exécution, à sa charge, de toutes réparations et tous remplacements nécessaires au bon fonctionnement de l'installation, de telle sorte qu'aucune dépense ne reste à la charge de l'Autorité Délégante.

49. 2. 1. - Petit entretien

Le petit entretien comprend :

- les fournitures d'entretien courant et les matières fongibles : graisse, joints, presse-étoupe, chiffons, visserie, lampes, fusibles, ... et tout produit d'entretien et de nettoyage ;
- les pièces à usure rapide ou à renouvellement périodique : gicleurs, électrodes, cellules, filtres, courroies, ... ;
- le petit matériel de faible valeur unitaire (moins de 230 € H.T., valeur initiale révisable comme la redevance R2) : thermomètres, manomètres, vannes, ... ;



- tous les travaux, (notamment de pose et dépose de matériels pour réparation ou remplacement) effectués par le personnel assurant en temps normal la conduite de la chaufferie sans faire appel à des spécialistes (soudeurs, électriciens, ...) et la fourniture des pièces détachées correspondant à ces travaux ;
- l'entretien et l'amortissement de l'outillage et des véhicules ;
- les visites de contrôle comprenant les visites réglementaires et les épreuves ;
- les contrats d'entretien des postes de traitement d'eau, les pièces de rechange et les produits de traitement ;
- les contrats d'entretien des postes de livraison, en gaz, en électricité, ... ;
- les analyses de combustibles, d'eau, de fumées, d'air, de sol ... ;
- les contrats d'entretien et les frais de réétalonnage, réparation ou renouvellement des compteurs, capteurs et sondes ;
- l'entretien courant des bâtiments (y compris les petits travaux de vitrerie, serrurerie, etc...), des espaces verts, des abords et des clôtures ;
- les prestations minimales prévues à l'Annexe 2 du C.C.T.G. d'exploitation de chauffage (décret n° 87.966 du 26 novembre 1987, brochure 2 008 des J.O.).

49. 2. 2. - Gros entretien

Le gros entretien comprend les réparations et tous les remplacements de pièces ou parties d'équipement individualisées, nécessaires au maintien des ouvrages en bon état de fonctionnement qui ne relèvent pas du petit entretien. Il englobe, le cas échéant, les réparations des sinistres et dégâts causés par des tiers.

Les réparations peuvent être assimilées à du renouvellement dans la mesure où elles font intervenir du matériel neuf et concernent un équipement complet.

Le Déléataire tiendra à disposition sur place ou à proximité le stock de pièces de rechange qu'il juge nécessaire à la remise en service rapide notamment des équipements qui ne sont pas doublés à titre de secours. Il est responsable de la continuité du service public et en fait son affaire.

Un état du stock tenu par le Déléataire est produit, tous les ans, avec le compte rendu technique (*voir l'article 72*).

Un compte d'exécution du "Gros Entretien" est en outre défini à l'article 19.2.

Les dispositions financières de gestion de ce compte de Gros Entretien (GE ou P3/1) et de son apurement en fin de contrat, sont spécifiées à l'article 67.

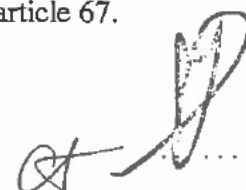
L'état de ce compte et les justificatifs sont présentés, tous les ans, avec les comptes rendus techniques et financiers (*voir les articles 70 et suivants*).

49. 2. 3. - Renouvellement

Le renouvellement est défini à l'article 20.

Un compte d'exécution de "Renouvellement" est également défini à l'article 19.2.

Les dispositions financières de gestion de ce compte de Renouvellement (R ou P3/2) et de son apurement en fin de contrat, sont spécifiées à l'article 67.



L'état de ce compte et les justificatifs sont présentés, tous les ans, avec les comptes rendus techniques et financiers (*voir les articles 70 et suivants*).

49. 3. - Entretien des installations des abonnés

L'entretien et le maintien en bon état de fonctionnement, des installations appartenant aux abonnés est à la charge de ceux-ci, en particulier l'équilibrage de leurs installations.

Le Déléataire n'est responsable que des désordres provoqués de son fait dans les installations intérieures des abonnés.

49. 4. - Libre accès aux postes et installations

Les agents du Déléataire ont accès à tout instant aux postes de livraison. À cet effet, les serrures placées aux portes des postes de livraison sont d'un modèle permettant au Déléataire l'utilisation d'un passe partout.

Les agents du Service des Instruments de Mesure ont le droit d'accéder, à tout instant, aux instruments et appareils réglementés dont la surveillance incombe à ce service.

Article 50. - UTILISATION DES SOURCES ÉNERGÉTIQUES

50. 1. - Choix des combustibles

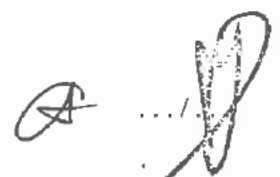
Le Déléataire ne peut moduler le choix des combustibles que dans les limites permises par les caractéristiques des installations et qui sont les suivantes :

- la récupération sur la centrale de cogénération délivrant 2 MW th. ;
- les chaudières au gaz délivrant 14,5 MW th. ;
- le cas échéant, la chaudière à substituer au fioul ;
- la puissance totale des moyens de production mobilisables est de 16,5 MW th.

Toute modification en qualité et quantité des combustibles prévus est soumise à l'accord de l'Autorité Délégante.

50. 2. - Stocks de sécurité en combustibles (liquide ou solide)

Le Déléataire est tenu de maintenir à proximité du 1^{er} décembre au 15 mars un stock de combustible calculé pour assurer le fonctionnement de la chaufferie en marche normale continue avec ce combustible pendant quatre (4) jours consécutifs les plus froids.



Article 51. - CONTRÔLE PAR L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE

L'Autorité Délégante contrôle le service elle-même, ou éventuellement par l'intermédiaire de représentants librement désignés par elle, qu'elle fait connaître par écrit à son Déléataire.

L'Autorité Délégante, ou ses représentants choisis par elle, peuvent à tout moment s'assurer que le service est effectué avec diligence par le Déléataire.

Le Déléataire doit prêter son concours à l'Autorité Délégante, pour qu'elle accomplisse sa mission de contrôle, en lui fournissant tous les documents et l'aide matérielle nécessaire.

Article 52. - CONTRATS DU SERVICE AVEC DES TIERS

À la date d'effet du présent contrat, le Déléataire reprend toutes les obligations contractées par l'Autorité Délégante (et le précédent Déléataire), pour la gestion du service, et que celle-ci lui a fait connaître et dont la liste est jointe en annexe n°4.

Tous les contrats passés par le Déléataire avec des tiers, et nécessaires à la continuité du service, doivent comporter une clause réservant expressément à l'Autorité Délégante la faculté de se substituer ou de substituer un tiers au Déléataire, dans le cas où il serait mis fin à la délégation de manière anticipée.

Article 53. - STATUT DU PERSONNEL

Dans un délai de trois (3) mois, à partir de la date où le service délégué a été repris, le Déléataire communique à l'Autorité Délégante le statut applicable à ce personnel (convention collective ou accord d'entreprise).

Toute embauche effectuée par le Déléataire dans l'année qui précède l'expiration du présent contrat, et dont le terme excède la durée de la délégation, est soumise à l'accord de l'Autorité Délégante.

Article 54. - DÉTACHEMENT

Il n'est procédé à aucun détachement d'agent de l'Autorité délégante pour les besoins du service public délégué.

Handwritten signature and date "02/12/13".

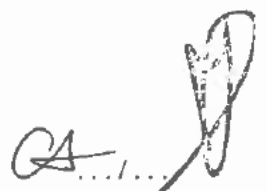
Article 55. - AGENTS DU DÉLÉGATAIRE

Le Délégataire est tenu de garantir en permanence à l'Autorité Délégante et aux abonnés, qu'un représentant, susceptible de prendre les décisions propres à assurer la continuité et la qualité du service, soit joignable.

Les coordonnées de cet agent sont communiquées à l'Autorité Délégante et aux abonnés par tout moyen approprié.

Les agents que le Délégataire fait assermenter pour la surveillance et la police de la distribution et de ses dépendances sont porteurs d'un signe distinctif et sont munis d'un titre constatant leurs fonctions.

-----oooOooo-----

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'G' followed by a series of loops and a final vertical stroke.

CHAPITRE V - DISPOSITIONS FINANCIÈRES

Article 56. - REDEVANCE DUE À L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE

56. 1. - Le Déléataire est tenu de verser à l'Autorité Délégante une redevance pour utilisation des ouvrages mis à la disposition du service, ainsi que pour les frais d'administration, de gestion et de contrôle du service délégué..

Le montant de cette redevance s'élève à 20 000 € (à la date d'établissement des prix précisée à l'article 63) ; elle est indexée dans les mêmes conditions que l'élément fixe R2 du tarif.

Cette redevance est intégrée dans l'élément R2 perçu auprès des usagers, au prorata de leur puissance souscrite. Hormis les effets de l'indexation, toute variation (augmentation ou diminution) de cette redevance donne droit à une révision des tarifs, conformément à l'article 75.

56. 2. - La redevance due au titre de l'exercice est calculée en avril, avec les derniers indices ou index connus au 31 mars.

Elle est versée dans les trente jours après émission d'un titre de recette. Les éléments permettant à l'Autorité Délégante d'actualiser le montant de la redevance et d'émettre le titre de recettes sont fournis par le Déléataire, sous forme d'un bordereau de calcul, au plus tard le 15 janvier de l'exercice en cours.

Toute somme non versée dans les délais donne lieu, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêts calculés au taux d'intérêt légal majoré de deux points (TIL+2). L'Autorité Délégante se réserve également la faculté de prélever sur le cautionnement les sommes non versées, après une mise en demeure de 15 jours restée infructueuse.

56. 3. - Les autres redevances domaniales sont à la charge du Déléataire.

Il en est de même des redevances éventuellement dues pour l'occupation des propriétés privées.

Handwritten signature and date "2013/12/13".

Article 57. - EMPRUNTS - FINANCEMENT

- 57. 1. -** L'Autorité Délégante ne peut souscrire d'emprunt pour le compte de son Délégataire, ni garantir les emprunts souscrits par son Délégataire.

Le financement des ouvrages de la délégation et des travaux est assuré par le Délégataire, notamment :

- par ses ressources propres ;
- par des emprunts contractés par lui, sans garantie financière de l'Autorité Délégante ;
- par le recours éventuel à un crédit-bail ;
- par des aides financières obtenues de divers organismes publics.

Le plan de financement est annexé au présent contrat sous le n° 6.

En cours de contrat, tout projet de financement doit faire l'objet d'une demande écrite préalable auprès de l'autorité délégante avant tout engagement.

- 57. 2. -** Le Délégataire peut être autorisé par l'Autorité Délégante à faire financer les ouvrages de la délégation en crédit-bail, notamment par le recours à une ou plusieurs sociétés, pour le financement des économies d'énergies, régies par l'article 30 de la loi du 15 juillet 1980.

En vue d'obtenir cette autorisation, le Délégataire doit préalablement soumettre à l'Autorité Délégante, pour accord, les conditions financières de ce crédit-bail.

Le cas échéant, une convention tripartite, Autorité Délégante - Délégataire - Crédit-bailleur, est conclue pour fixer le régime juridique des biens financés et le sort du contrat de crédit-bail en cas de rupture anticipée soit du contrat de délégation, soit du contrat de crédit-bail ; cette convention sera annexée au présent contrat.

- 57. 3. -** En aucun cas, les engagements du Délégataire envers les établissements financiers (*prêteur ou crédit-bailleur*) ne sauraient excéder la durée de la délégation.

En cas de crédit-bail, le terme de ce contrat doit intervenir au moins un (1) an avant la fin du présent contrat de délégation.

Au terme normal ou anticipé du présent contrat, le Délégataire est tenu de remettre l'ensemble des ouvrages dans le patrimoine concessif.

Article 58. - FRAIS DE RACCORDEMENT

- 58. 1. -** Les frais de raccordement comprennent d'une part, le coût des branchements, compteurs, postes de livraison, estimés par application du bordereau des prix, et d'autre part, le droit de raccordement fixé par le présent article et destiné

notamment au financement des travaux de premier établissement nécessaires à la desserte des usagers.

Le Délégué est autorisé à percevoir pour son compte, auprès de tout nouvel abonné, les frais de raccordement cités ci-dessus.

Les abonnés existants, à la date de prise d'effet du présent contrat, ne sont pas assujettis aux frais de raccordement, pour autant que les caractéristiques de leur branchement demeurent inchangées.

Si les branchements sont exécutés en application d'une obligation de raccordement (*article 41*), les conditions financières de raccordement sont examinées par l'Autorité Déléguée.

58. 2. - Coûts de branchement

Les coûts de branchement comprennent les travaux de réalisation du poste de livraison (échangeur, compteur, ...) dans un local, généralement fourni par l'abonné, et son raccordement au réseau de distribution de chaleur principal (*voir également l'article 59 : extensions particulières*).

Ces travaux sont estimés par application du bordereau des prix défini à l'article 60 ci-après et annexé au présent contrat sous le numéro 10.

58. 3. - Droit de raccordement

Le droit de raccordement est fixé comme suit : *sans objet*

Article 59. - PAIEMENT DES EXTENSIONS PARTICULIÈRES

59. 1. - Cas de simultanéité des demandes

Lorsque plusieurs riverains demandent simultanément à bénéficier d'une extension contre participation aux dépenses, en application de l'article 11 ci-dessus, le Délégué répartit les frais de réalisation entre les futurs abonnés, conformément à l'accord intervenu entre eux.

À défaut d'accord, la part des riverains est calculée proportionnellement aux distances qui séparent l'origine de leur branchement de l'origine de l'extension et à la puissance souscrite par chacun d'eux.

59. 2. - Cas de demandes postérieures aux travaux

Pendant les dix (10) premières années suivant la mise en service d'une extension particulière, un nouvel abonné ne peut être branché sur l'extension que moyennant

le versement dans les conditions prévues à l'article 58 d'une somme égale à celle qu'il aurait payée lors de l'établissement de la canalisation, diminuée d'un dixième (1/10) par année de service de cette canalisation. Cette somme est partagée et reversée aux abonnés déjà branchés, proportionnellement à leur participation.

Les frais de raccordement sont calculés selon la règle définie à l'article 58 ci-dessus.

Remarque : il n'existe pas d'extensions particulières en cas d'application d'une obligation de raccordement en réseau classé.

Article 60. - BORDEREAU DES PRIX

Les travaux neufs, réalisés par le Délégué pour le compte des usagers, sont estimés d'après le bordereau de prix joint au présent contrat annexé sous le numéro 10.

Sont réalisés, par le Délégué pour le compte des abonnés, les travaux neufs d'extensions particulières et de branchements, la fourniture et la pose des compteurs, et l'équipement des postes de livraison (partie déléguée).

Les prix résultant de l'application du bordereau, prix unitaires et rabais, constituent des prix plafonds que le Délégué peut moduler en baisse dans les mêmes conditions que le droit de raccordement.

Le bordereau des prix est utilisé pour l'établissement des prix maximaux des travaux neufs tels qu'ils sont estimés dans les comptes d'exploitation prévisionnels et annuels.

Article 61. - INDEXATION DU BORDEREAU DES PRIX

Les parties conviennent d'indexer les prix composant le bordereau des travaux neufs.

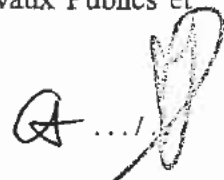
Les prix unitaires (P_0) inclus dans le bordereau sont indexés au moyen de la formule paramétrique suivante :

$$P = P_0 \left(0,15 + 0,50 \frac{BT40}{BT40_0} + 0,35 \frac{TP03}{TP03_0} \right)$$

La définition des paramètres est la suivante :

BT40 est l'index national de Bâtiment "Chauffage central", base 100 en janvier 1974, publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment" ou toute autre revue spécialisée ;

TP03 est l'index national de Génie Civil "Terrassements généraux", base 100 en janvier 1975, publié au "Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment" ou toute autre revue spécialisée.



L'indexation s'effectue sur la base des dernières valeurs publiées, connues le jour de facturation.

Les valeurs initiales des paramètres, connues et publiées à la date d'établissement des prix précisée à l'article 63 sont :

BT40₀ 1007,2 (mars 2012)

TP03₀ 697,8 (mars 2012)

Article 62. - PAIEMENT DE LA CHALEUR ACHETÉE À L'EXTÉRIEUR

Sans préjudice des dispositions de l'article 12.1-2 ci-avant, le Déléataire communique à l'Autorité Délégante les contrats d'achat de chaleur à l'extérieur, leurs avenants et leurs annexes contractuelles.

Article 63. - TARIFS DE BASE

63. 1. - Le Déléataire est autorisé à vendre l'énergie calorifique aux abonnés, aux tarifs de base maximaux ci-après, auxquels s'ajoute la taxe sur la valeur ajoutée. Sont déjà comprises toutes les autres taxes locales, parafiscales, droits et redevances, notamment la redevance définie à l'article 56 ci-dessus.

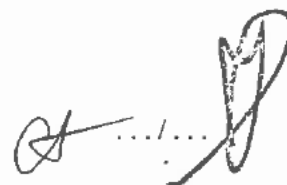
Ces tarifs ont été établis au vu notamment d'un compte prévisionnel de l'exploitation, établi par le Déléataire sur la durée du contrat, et annexé au présent contrat sous le n°9, qui détaille le calcul des prix de base de l'énergie calorifique, ainsi que des recettes et des dépenses du service.

Chacun des tarifs ci-dessous est décomposé en deux éléments R1, R2, représentant respectivement :

R1 : élément proportionnel représentant le coût des combustibles ou autres sources d'énergie réputés nécessaires, en quantité et en qualité, pour assurer la fourniture d'un MWh de chaleur (chauffage, eau chaude sanitaire ou autres usages) ; elle peut intégrer également les charges annexes liées aux énergies et combustibles, y compris les taxes fiscales et parafiscales, les frais d'élimination des produits et résidus de combustion et de mise en décharge, les abonnements et locations de poste gaz, les additifs antigel ou réducteurs de pollution, etc...

R2 : élément fixe ou "abonnement" représentant la somme des coûts suivants :

- le coût des prestations de conduite et d'entretien nécessaires pour assurer le fonctionnement des installations déléguées ;
- le coût de l'énergie électrique utilisée mécaniquement pour assurer le fonctionnement des installations déléguées ;
- le coût des grosses réparations et du renouvellement des installations ;
- les coûts de gestion et charges administratives ;
- les charges d'amortissement et les charges financières ;



- les primes d'assurance et les impôts et taxes à la charge du Déléataire ;
- la redevance pour frais de contrôle et les redevances d'occupation du domaine public et d'occupation des propriétés privées éventuellement dues.

Selon les cas, peuvent être imputés les produits et/ou les charges des quotas CO₂.

Les valeurs de base des éléments figurant dans les tarifs suivants ont été établies à partir des derniers éléments connus à la date du 20 juillet 2012.

63. 2. - Les abonnés sont soumis à la tarification au compteur de chaleur. La valeur de base R du prix de vente de l'énergie calorifique est déterminée par la formule :

$$R = R1 \times \text{nombre de MWh consommés par l'abonné} \\ + R2 \times \text{puissance souscrite par l'abonné en kW.}$$

En outre, le Déléataire répercute la T.I.C.G.N. aux abonnés non exonérés (bâtiments tertiaires) sous forme d'une redevance complémentaire "R1t" unitaire.

Les éléments R1 et R2 ont les valeurs de base suivantes :

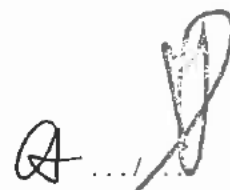
Tarification	R 1 € HT / MWh	R 2 € HT / kW
Tarif général binôme :	39,03	22,25
Supplément TICGN abonné "tertiaire"	R1t = + 1,43	

Article 64. - RÉDUCTIONS TARIFAIRES ET ÉGALITÉ DE TRAITEMENT DES ABONNÉS

Au cas où le Déléataire serait amené à consentir à certains abonnés un tarif inférieur à celui défini à l'article précédent, il est tenu de faire bénéficier des mêmes réductions les usagers placés dans des conditions identiques à l'égard du service public.

À cet effet, il doit établir et tenir constamment à jour un relevé de tous les tarifs spéciaux appliqués avec mention des conditions auxquelles ils sont subordonnés.

Un exemplaire de ce relevé est communiqué à l'Autorité Délégente lors de chaque mise à jour, tenu à la disposition des abonnés et porté à la connaissance des nouveaux abonnés lors de la souscription de leur abonnement.



Article 65. - INDEXATION DES TARIFS

Sauf dispositions contraires de la réglementation des prix, les prix figurant dans les tarifs de vente, indiqués à l'article 63 sont indexés par élément.

65. 1. - Éléments proportionnels

65. 1. 1. - Les redevances R1 et R1t définies à l'article 63 sont indexées par application des formules paramétriques suivantes :

$$R1 = R1_0 \left(0,78 \frac{Gh}{Gh_0} + 0,22 \frac{Ge}{Ge_0} \right)$$

$$\text{et} \quad R1t = R1_{t0} \left(\frac{T}{T_0} \right)$$

dans lesquelles :

À partir du tarif de Gaz de France, type "B2S", non résidentiel, niveau 1 :

Gh est le prix proportionnel du gaz en "hiver" ;

Ge est le prix proportionnel du gaz en "été" ;

T est la Taxe Intérieure sur la Consommation de Gaz Naturel.

65. 1. 2. - L'indexation s'effectue sur la base des dernières valeurs publiées, connues le jour de facturation (voir l'article 65.3).

Les valeurs initiales des paramètres, connues et publiées à la date d'établissement des prix précisée à l'article 63, sont :

Gh ₀	5,027	(juillet 2012)
Ge ₀	3,564	(juillet 2012)
T ₀	0,119	(TICGN)

65. 2. - Éléments fixes

Les redevances R2, représentatives des coûts d'exploitation, sont réactualisées sur la base d'une somme pondérée de paramètres qui correspondent respectivement à un terme fixe et des indices qui reflètent la structure du compte d'exploitation.

Au début du présent contrat, le Déléataire, en accord avec l'Autorité Délégente, a déterminé le poids respectif de chaque paramètre. Ces proportions sont considérées comme définitives, du point de vue de la facturation, sauf renégociation avec l'Autorité Délégente en application de l'article 75 (révision des tarifs).



65. 2. 1. - La redevance R2 est révisée en appliquant la formule paramétrique suivante :

$$R2 = R2_0 \left(0,53 + 0,08 \frac{S}{S_0} + 0,10 \frac{BT40}{BT40_0} + 0,23 \frac{Fsd2}{Fsd2_0} + 0,06 \frac{EL}{EL_0} \right)$$

dans laquelle :

- S est l'indice du coût horaire du travail, tous salariés, dans les "Industries Mécaniques et Électriques", base 100 en décembre 2008, ou ICHT-IME publié dans les cahiers détachés du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée ;
- BT40 est l'index national de Bâtiment "Chauffage central", base 100 en janvier 1974, publié dans les cahiers détachés du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée ;
- Fsd2 est l'indice "Frais et services divers 2", base 100 en juillet 2004, calculé à partir du modèle de la D.G.C.C.R.F. et publié dans les cahiers détachés du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée ;
- EL est l'indice des prix de production de l'industrie pour le marché français "Électricité Moyenne Tension Vert A" de l'I.N.S.E.E. ou MT CVS (CPF rév.2 : "351002"), base 100 en 2005, publié dans les cahiers détachés du Moniteur des Travaux Publics et du Bâtiment ou toute autre revue spécialisée.

65. 2. 2. - L'indexation s'effectue sur la base des dernières valeurs publiées, connues le jour de facturation (voir l'article 65.3).

Les valeurs initiales des paramètres, connues et publiées à la date d'établissement des prix sont :

S_0	109,9	(avril 2012)
$BT40_0$	1 007,2	(mars 2012)
$Fsd2_0$	126,8	(mai 2012)
EL_0	136,1	(mai 2012)

65. 3. - Calcul des variations des prix

Le calcul des variations de prix est effectué par le Délégué.

Le calcul des révisions sont effectués sans arrondis, seuls les résultats (redevances périodiques révisées) sont arrondis au plus près à trois décimales (par défaut, si la décimale à négliger est inférieure à cinq).

Le calcul est effectué avec les derniers indices ou index publiés, connus le dernier jour de la période sur laquelle porte la facturation. Toutefois, certains indices sont émis de manière provisoire et peuvent être rectifiés postérieurement à leur première parution. Dans ce cas, les indices rectifiés font l'objet de décomptes en milieu et en fin d'exercice (voir l'article 66.1 ci-après).



Un tableau récapitulatif, justifiant les calculs des coefficients de révision de tous les tarifs au cours de l'exercice, est joint au compte rendu annuel.

Si la définition ou la contexture de l'un des paramètres entrant dans les formules d'indexation vient à être modifiée ou si un paramètre cesse d'être publié, de nouveaux paramètres sont introduits d'un commun accord entre l'Autorité Délégante et le Déléataire, afin de maintenir, conformément aux intentions des parties, la concordance souhaitée entre la tarification et les conditions économiques. Le nouvel indice et sa valeur initiale ne peuvent être effectivement utilisés dans la facturation qu'avec l'accord préalable de l'autorité délégante matérialisé par un procès-verbal signé des deux parties ou un échange de courriers signés.

Article 66. - PAIEMENT DES SOMMES DUES PAR LES ABONNÉS AU DÉLÉGATAIRE

66. 1. - Facturation

Le règlement du prix de vente de la chaleur, fixé en application des articles 63 et 65, donne lieu à des versements échelonnés déterminés dans les conditions prévues au règlement du service, les éléments R1 et R2 étant indexés à chaque facturation, en fonction des derniers barèmes et indices connus, en application de l'article 65.3.

A la fin de chaque mois, est présentée une facture comportant les éléments fixes et les éléments proportionnels, établis sur la base des quantités consommées pendant le mois écoulé, mesurées par les compteurs (sur la base des relevés effectués le dernier jour du mois \pm 2 jours).

Éventuellement, des décomptes intermédiaires peuvent être présentés en milieu et en fin d'exercice (30 juin et 31 décembre), notamment pour tenir compte de rectification d'indices après émission de facture.

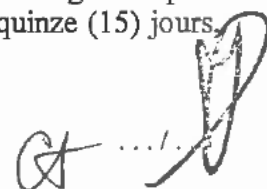
Si un ou plusieurs indices provisoires venaient à être modifiés postérieurement à l'émission d'une facture, celle-ci ne serait pas rectifiée immédiatement. Par contre, en milieu et en fin d'exercice, un décompte serait établi sur la base des nouveaux indices rectifiés. Le décompte de fin d'exercice serait considéré comme définitif, les effets éventuels d'indices rectifiés ultérieurement ne seraient plus pris en compte.

66. 2. - Conditions de paiement de la chaleur

Le montant des factures est payable dans les trente (30) jours de leur présentation.

Un abonné ne peut se prévaloir d'une réclamation sur le montant d'une facture pour justifier un retard au paiement de celle-ci. Si la réclamation est reconnue fondée, le Déléataire doit en tenir compte sur les factures ultérieures.

À défaut de paiement dans le délai normal prévu ci-dessus, le Déléataire peut interrompre la fourniture de chaleur, après un nouveau délai de quinze (15) jours.



après mise en demeure par lettre recommandée avec accusé de réception à l'abonné, et avis collectifs affichés à l'intention des usagers concernés.

Le Délégué doit toutefois notifier à nouveau cette décision d'interruption à l'abonné, avec un préavis de quarante-huit (48) heures, adressé dans les mêmes formes. Dans le même temps, il sollicite l'avis préalable de l'Autorité Déléguée. Le Délégué est dégagé de toute responsabilité par le seul fait d'avoir fait parvenir à l'abonné, dans les délais prévus, les deux lettres recommandées précitées et d'avoir sollicité l'avis de l'Autorité Déléguée.

Au cas où la fourniture aurait été interrompue, conformément au processus indiqué ci-dessus, les frais de cette opération, ainsi que ceux de la remise en service ultérieure de l'installation, sont à la charge de l'abonné.

Tout retard dans le règlement des factures donne lieu, à compter du délai normal prévu au premier alinéa, de plein droit et sans mise en demeure, au paiement d'intérêt au taux d'intérêt légal majoré de deux points (TIL+2).

Le Délégué peut subordonner la reprise de la fourniture de chaleur au paiement des sommes dues ainsi que des frais de remise en service.

66. 3. - Réduction de la facturation

a) Redevances proportionnelles (R1) à l'énergie : la facturation étant fondée sur le relevé des quantités de chaleur fournie, le compteur enregistre la réduction ou l'absence de fourniture.

b) Redevances fixes (R2) ou abonnements : toute journée entamée de retard ou d'interruption du chauffage (au-delà des délais définis à l'article 48.3) diminue forfaitairement d'une journée, la durée de la période effective de chauffage, pour les installations ayant subi ce retard ou cette interruption et se traduit par une réduction prorata temporis des parties fixes des abonnements (R2) :

$$\text{Réduction} = R2 \times Ps \times Dj / Ds$$

avec les facteurs suivants :

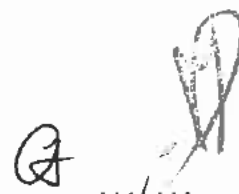
- R2, redevance annuelle (valeur à la date de l'interruption) ;
- Ps, puissance souscrite par l'abonné ayant subi le retard ou l'interruption ;
- Dj, durée en jours du retard ou de l'interruption ;
- Ds, durée en jours de la saison théorique.

À défaut d'indication contraire dans la police d'abonnement, la durée de la saison est fixée forfaitairement à 250 jours (ce qui correspond à une réduction *par défaut* de 1/250 par jour).

En cas d'insuffisance, la réduction opérée est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour une interruption de même durée (*soit par défaut 1/500*).

Les conditions de fourniture, définissant les interruptions, sont précisées à l'article 48 ci-dessus (*conditions particulières du service*).

Les réductions de facturation, arrêtées par l'Autorité Déléguée, sont notifiées au Délégué, ainsi qu'aux abonnés concernés, pour application sur la facture suivante.



66. 4. - Paiement des frais de raccordement

Les frais de raccordement, coût du branchement et droits de raccordement, sont exigibles auprès des abonnés dans les mêmes conditions que les sommes dues au titre de la fourniture d'énergie calorifique.

Toutefois, les abonnés peuvent demander à régler les sommes dues en trois échéances annuelles égales, la première étant réglée comme indiqué ci-dessus. Les deux autres sont assorties d'intérêts calculés au taux d'intérêt légal majoré de deux points (TIL+2).

À défaut de paiement des sommes dues, le service peut être suspendu un (1) mois après une mise en demeure par lettre recommandée ; l'abonnement peut être résilié à l'expiration de l'exercice en cours dans les conditions définies au règlement du service.

Article 67. - DISPOSITIONS APPLICABLES AUX COMPTES DE G.E.R.

Pour faire face à ses obligations, le Déléataire ouvre et tient dans sa comptabilité deux comptes distincts :

- de Gros Entretien ("GE" ou "P3/1") ;
- de Renouvellement ("R" ou P3/2).

67. 1. - Le compte de Gros Entretien

Ce compte est alimenté par le Déléataire par un pourcentage des recettes R2 de 5,9%.

Ce compte est débité des dépenses correspondantes de gros entretien.

Au terme du contrat de délégation, quelle qu'en soit la cause, le solde créditeur du compte de G.E. (terme P3/1) est partagé (50/50%) entre l'Autorité délégante et le Déléataire ; le solde éventuellement débiteur reste à la charge du Déléataire.

67. 2. - Le compte de Renouvellement

Ce compte est alimenté par le Déléataire par un pourcentage des recettes R2 de 18,7%.

Ce compte est débité des dépenses correspondantes de renouvellement.

Au terme du contrat de délégation, quelle qu'en soit la cause, le solde créditeur du compte de G.E. (terme P3/1) est partagé (50/50%) entre l'Autorité délégante et le Déléataire ; le solde éventuellement débiteur reste à la charge du Déléataire.



67. 3. - Clauses communes

Ces comptes doivent être recredités des indemnisations ou remboursements au titre de sinistres pris en charge totalement ou partiellement par une assurance, un fonds de garantie, ou un tiers et dont les travaux leurs sont imputés.

Le Déléataire s'engage également à valoriser tous les travaux effectués sur tous les ouvrages du Service dans le cadre du P3, éligibles au dispositif des Certificats d'Économies d'Énergie (C.E.E.), et à recrediter le compte de Renouvellement (P3/2) du montant net des cessions effectuées.

Par contre, il est interdit au Déléataire de débiter de ces comptes les conséquences pécuniaires de fautes d'exploitation, comme les pénalités ou les frais de dépollution du site.

De même, le Déléataire ne peut imputer aux comptes P3 les réparations ou renouvellements d'ouvrages ou d'éléments couverts par une garantie légale (au minimum deux ans de bon fonctionnement, voire plus pour certains ouvrages) ou contractuelle (garantie particulière de certains fournisseurs).

L'ensemble des provisions constituées au titre du G.E.R. sont conservées dans les comptes du Déléataire. Elles ne peuvent être transférées à un tiers ou à une société apparentée, sans l'autorisation expresse de l'Autorité Délégante.

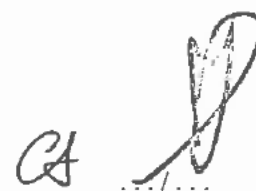
Le Déléataire est tenu de payer la totalité des dépenses nécessaires à la mise en œuvre de ces obligations, même si leur coût excède le montant disponible sur un compte.

L'état de ces comptes est justifié chaque année dans les comptes rendus prévus aux articles 70 et suivants (comptes rendus technique et financier). Ils pourront être corrigés, suite aux observations formulées par l'Autorité Délégante ou par l'organisme chargé par elle du suivi du contrat et de la vérification des comptes.

Les produits financiers résultant du placement des fonds disponibles au titre des provisions (comptes GE ou R) sont portées au crédit dudit compte. À défaut, à la fin de chaque exercice, le solde de ce compte est actualisé au dernier taux annuel monétaire (TAM) connu en fin d'exercice (soit au 30 juin), avant d'être reporté au début de l'exercice suivant.

Article 68. - QUOTAS DE CO₂

Sans objet.



Article 69. - DISPOSITIONS FISCALES

Tous les impôts ou taxes établis par l'État, la Région, le Département, les établissements publics de coopération intercommunale ou la Commune, y compris les impôts relatifs aux immeubles du service, sont à la charge du Délégué.

Sauf spécification contraire, tous les prix et montants cités dans le présent contrat, sont réputés correspondre aux impôts et taxes en vigueur à l'origine de la délégation ou lors de l'adoption de nouveaux tarifs de base, établis en application de l'article 75.

-----oooOooo-----



CHAPITRE VI - PRODUCTION DES COMPTES ET RÉVISION DU CONTRAT

Article 70. - VÉRIFICATION DU FONCTIONNEMENT DES CLAUSES FINANCIÈRES

70. 1. - Le Délégataire est tenu de remettre chaque année à l'Autorité Délégante :
- a) au plus tard deux (2) mois après la clôture de l'exercice écoulé (soit avant le 1^{er} mars), le compte rendu technique annuel prévu à l'article 72, accompagné du projet de compte rendu financier ;
 - b) au plus tard quatre (4) mois après la clôture de l'exercice (soit avant le 1^{er} mai), le compte rendu financier définitif prévu à l'article 73, accompagné du rapport annuel du Délégataire à l'Autorité Délégante.
70. 2. - Ces documents sont envoyés en recommandé, avec avis de réception, ou remis contre récépissé, dans les délais requis, à l'Autorité Délégante.
- De plus, ils sont commentés par le Délégataire à l'Autorité Délégante, lors d'une réunion contradictoire organisée à l'initiative du Délégataire : à programmer entre le 15 mai et le 15 juin.
- L'organisation d'une réunion comprend : l'envoi des documents préparatoires, d'un projet d'ordre du jour qui est éventuellement complété par l'Autorité Délégante, d'une demande de réunion avec propositions de dates.
- D'autres réunions intermédiaires peuvent être organisées à l'initiative de l'une ou l'autre des parties, notamment une visite annuelle de contrôle des travaux en cours de saison.
70. 3. - La non-production des documents demandés à l'article 70.1 ci-dessus, ou la production d'éléments inexacts ou incomplets, ainsi que la non-organisation de la réunion prévue à l'article 70.2, constituent des fautes contractuelles qui sont sanctionnées, dans les conditions définies à l'article 80.3 ci-après.

Article 71. - COMPTES RENDUS ANNUELS

71. 1. - Pour permettre la vérification et le contrôle du fonctionnement des conditions financières et techniques du présent contrat, le Déléataire produit chaque année un rapport complet, comportant un compte rendu technique et un compte rendu financier, dans le délai précisé à l'article 70.

Ce rapport doit permettre à l'Autorité Délégante d'apprécier la qualité du service rendu par le Déléataire. À ce titre, en plus des documents visés aux articles 72 et 73, ce rapport doit comporter l'ensemble des éléments nécessaires à l'appréciation de cette qualité et leur évolution par rapport aux exercices antérieurs (et aux estimations prévisionnelles).

Dans ces comptes rendus, le Déléataire doit, le cas échéant, mettre en évidence le(s) cas où une ou plusieurs conditions de révision des conditions financières de la délégation seraient remplies (*article 75*).

71. 2. - L'Autorité Délégante a le droit de contrôler les renseignements donnés dans ces documents.

Des justificatifs, bons de livraison, relevés de compteurs, copies des factures, etc..., doivent pouvoir être fournis à l'Autorité Délégante.

Les modalités de contrôle sont notamment précisées à l'article 74.

Article 72. - COMPTE RENDU TECHNIQUE

Au titre du compte rendu technique, le Déléataire fournit, au minimum les indications suivantes :

72. 1. - Au titre des travaux neufs :

- l'évolution générale des ouvrages ;
- les travaux de premier établissement effectués ;
- les travaux de renouvellement effectués (au titre du compte de "R") ;
- les travaux de branchements et d'extensions particulières ;
- les dépenses réelles, les sommes facturées, et les estimations selon le bordereau de prix, pour l'ensemble des travaux neufs ;
- les travaux en régie éventuelle ;
- la mise à jour de l'inventaire et des plans.



72. 2. - Au titre de l'exploitation :

- la synthèse générale de l'année écoulée, comprenant notamment l'état qualitatif des prestations rendues aux usagers et un mémoire sur la stratégie commerciale menée au cours de l'exercice ;
- les quantités de combustibles (achetées, consommées, état des stocks) ;
- les quantités de chaleur (distribuées, importées, exportées, vendues) ;
- les bilans énergétiques de la cogénération ;
- le calendrier des démarrages et arrêts, les degrés-jours correspondants ;
- les éléments permettant de calculer les rendements ;
- le dernier relevé de tous les tarifs appliqués en fin d'exercice ;
- le tableau récapitulatif de calcul de tous les coefficients de révision appliqués pendant l'exercice (*article 65.3*) ;
- la liste des abonnés et de leurs puissances souscrites et l'évolution par rapport à l'exercice précédent ;
- les copies des polices, traités particuliers, conventions de mise à disposition, y compris les contrats avec des tiers, signés au cours de l'exercice ;
- les copies des conventions internes signées avec le groupe et leurs avenants ;
- les quittances des contrats d'assurances souscrits (*article 4*) ;
- les rapports de contrôle réglementaire et périodique (y compris compteurs) ;
- les effectifs du service et la qualification des agents ;
- les travaux d'entretien et de grosses réparations (au titre du compte de "GE") ;
- le journal des pannes et des interventions.

Article 73. - COMPTE RENDU FINANCIER - COMPTES D'EXPLOITATION

73. 1. - Le compte rendu financier doit préciser, selon les modalités arrêtées entre les parties :

- les comptes annuels de l'exercice écoulé comprenant : le bilan, le compte de résultat (selon la forme "Cerfa"), les annexes 1 à 13 et les rapports des commissaires aux comptes ;
- le détail des comptes de bilan, de charges et de produits ;
- le compte de résultat analytique de l'exercice écoulé, comparé au compte de résultat analytique prévisionnel de la même période, initialement présenté, avec la justification des écarts observés ;
- l'ensemble des éléments constitutifs de l'évolution des tarifs R1 et R2 conformément aux stipulations de l'article 65 du présent contrat en précisant les indices retenus ;
- un état annuel actualisé de l'ensemble des biens affectés à l'exploitation du service délégué au travers d'une mise à jour des inventaires des biens propres, biens de retour, biens de reprise ; chaque inventaire précisera pour chaque bien la nature du bien, sa valeur d'origine, le montant des amortissements, sa durée d'amortissement et sa valeur nette comptable au terme de l'exercice considéré ; les

éventuelles sorties de biens seront également précisées : nature, valeur d'origine, valeur nette comptable, prix de cession (en cas de cession) et motif de la sortie ;

- le tableau de financement de l'exercice écoulé, comparé au plan de financement de la même période, initialement présenté, avec la justification des écarts observés (norme "P.C.G.") ;
- le tableau des immobilisations et des amortissements techniques ou de caducité ;
- les contrats de financement souscrits pendant l'exercice et les tableaux d'amortissement des emprunts ;
- les mouvements débits / crédits des comptes de Gros Entretien (P3/1) et de Renouvellement (P3/2) visées à l'article 67 du présent contrat ;
- une note récapitulative (non générique Groupe) des éventuelles modifications intervenues dans la présentation analytique des opérations déléguées ;
- un état détaillé des créances en cours non facturées au terme de l'exercice ;
- un état des créances irrécouvrables constatées sur l'exercice.

73. 2. - La forme du compte de résultat analytique est arrêtée par l'Autorité Délégante, en accord avec le Délégataire ; elle doit permettre l'élaboration des prévisions et l'analyse des résultats ; en particulier :

a) les charges de l'exploitation de l'exercice sont détaillées et ventilées selon les usages de la profession, avec leur comparaison et l'évolution par rapport à l'exercice antérieur et aux prévisions initiales ;

- les frais généraux de l'exploitation et frais de siège devront être inférieurs ou égaux pour chaque exercice à 5 % du montant facturé des redevances R1 et R2 ;

b) les produits de l'exploitation de l'exercice, sont détaillés et ventilés par abonné et par poste de livraison, par élément (R1 et R2), y compris les ventes d'électricité, exportations de chaleur, frais de raccordement, produits financiers, etc..., détaillés selon la périodicité de facturation et totalisés sur l'exercice, avec leur évolution par rapport à l'exercice antérieur et aux prévisions initiales ;

c) une note complémentaire établie par le Délégataire précise :

- les charges de personnel, ainsi que l'organigramme du personnel associé ;
- les principes adoptés pour la constitution (et la reprise) des provisions, ainsi que, le cas échéant, pour l'étalement des charges (charges à répartir sur plusieurs exercices) ;
- la justification des prestations réalisées par la maison mère ; les modalités de calcul de ces charges et les indexations utilisées le cas échéant ;
- les affectations liées à la gestion des quotas de CO₂ ;
- les conditions négociées pour les conventions de prêt ou de crédit-bail et les garanties données ;
- les réductions tarifaires déléguées et leurs effets.

Nota : le regroupement des postes du compte de résultat analytique, classés par nature, doit permettre, sans retraitement particulier, la reconstitution du compte de résultat présenté sous la forme "Cerfa".



73. 3. - Le Déléataire produit un état annexe détaillant, avec indication de leur assiette, les redevances perçues pour le compte de l'Autorité Délégente.

Article 74. - CONTRÔLE EXERCÉ PAR L'AUTORITÉ DÉLÉGANTE

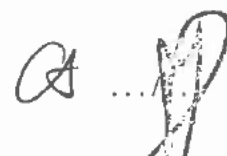
L'Autorité Délégente a le droit de contrôler les renseignements donnés, tant dans les comptes rendus annuels, que dans les comptes de l'exploitation, prévisionnels et réels, visés ci-dessus.

À cet effet, ses agents accrédités peuvent procéder, sur place et sur pièces, à toutes vérifications utiles, pour s'assurer que le service est établi et exploité dans les conditions du présent contrat, et prendre connaissance localement de tous documents, techniques comptables et autres, nécessaires à l'accomplissement de leur mission.

Article 75. - RÉVISION DES TARIFS DE L'ÉNERGIE CALORIFIQUE ET DE LEUR INDEXATION

Pour tenir compte de l'évolution des conditions économiques et techniques et pour s'assurer que les formules d'indexation sont bien représentatives des coûts réels, le niveau des tarifs du Déléataire, d'une part, et la composition des formules de variation y compris les parties fixes, d'autre part, doivent être soumis à réexamen sur production par le Déléataire des justifications nécessaires, dans les cas suivants :

- à l'issue du septième exercice, à compter de la date d'effet du présent contrat ou de la dernière révision ;
- lorsque, par le jeu successif des indexations, le prix unitaire R1 varie de plus de cinquante pour cent (50 %) par rapport au prix fixé lors du contrat initial ou de la précédente révision ;
- lorsque, par le jeu successif des indexations, le prix unitaire R2 varie de plus de vingt-cinq pour cent (25 %) par rapport au prix fixé lors du contrat initial ou de la précédente révision ;
- en cas de modification des hypothèses de fonctionnement de la cogénération qui ouvrent droit à révision des tarifs : fonctionnement en mode "dispatchable" défini par le contrat "CO1-R", rémunération de la ventes d'électricité basées sur 400 h d'appel par an et coefficient de plafonnement effectif de 0,75 ;
- si les ouvrages confiés au Déléataire sont modifiés en importance et qualité de façon à remettre en cause l'équilibre financier du contrat ;
- si le réseau est classé, avec obligation de raccordement, sans que cela ait été prévu lors de la négociation précédente ;
- si les périmètres fixés à l'article 8 sont modifiés de façon à remettre en cause l'équilibre financier du contrat ;



- en cas de renégociation d'un financement ou de substitution d'un mode de financement par un autre ;
- à l'échéance d'un contrat de prêt ou de crédit-bail ;
- en cas de changement de source d'énergie, ou de qualité de combustible, non prévue à l'origine du contrat ou lors de la négociation précédente ;
- si les quantités d'énergie calorifique importées et exportées ont varié de plus de vingt-cinq pour cent (25%) de l'énergie totale vendue par le Déléataire telle qu'elle avait été prévue dans le contrat initial ou lors de la précédente révision ;
- si l'ensemble des puissances souscrites a varié de plus de dix pour cent (10%) par rapport à la puissance totale souscrite, telle qu'elle avait été prévue dans le contrat initial ou lors de la précédente révision ;
- si l'ensemble des quantités de chaleur consommées annuellement a varié de plus de vingt-cinq pour cent (25%), par rapport à celles prévues dans le contrat initial ou lors de la précédente révision ;
- en cas d'évolution importante de la réglementation ;
- si le montant des impôts et redevances à la charge du Déléataire varie de façon significative et s'ils ne sont pas déjà intégrés dans les formules de révision ;
- en cas de mesure nouvelle et substantielle d'exploitation destinée à faire des économies d'énergie ;
- dans les autres cas définis dans certains articles du présent contrat.

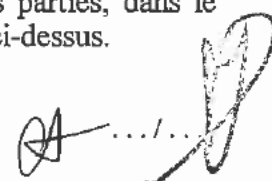
Article 76. - RÉVISION DES PRIX DU BORDEREAU ET DE LEUR INDEXATION

Pour les maintenir en harmonie avec l'évolution réelle des coûts, le bordereau des prix pour les travaux, ainsi que la formule de variation correspondante, sont obligatoirement soumis à réexamen chaque fois qu'il est fait application de l'article précédent relatif à la révision du prix de l'énergie calorifique.

Article 77. - PROCÉDURE DE RÉVISION

La procédure de révision des tarifs et des formules de variation n'entraîne pas l'interruption du jeu normal des formules de variation, qui continuent d'être appliquées jusqu'à l'achèvement de la procédure.

Si, dans les trois (3) mois à compter de la date de la demande de révision présentée par l'une des parties, un accord n'est pas intervenu, les parties sollicitent l'avis d'une commission composée de trois membres, dont l'un est désigné par l'Autorité Délégante, l'autre par le Déléataire et le troisième par les deux premiers. Faute à ceux-ci de s'entendre dans un délai de quinze (15) jours, la désignation du troisième membre est faite par le Président du Tribunal Administratif. Il en est de même pour les membres qui n'auraient pas été désignés par les parties, dans le même délai, à compter de l'expiration de la période de trois mois ci-dessus.



En cas de désaccord entre les parties, sur l'avis donné par la commission dans les trois mois de sa saisine, le Tribunal Administratif peut être saisi de ce différend à l'initiative de la partie la plus diligente.

-----oooOooo-----

et ...

CHAPITRE VII - GARANTIES - SANCTIONS - CONTENTIEUX

Article 78. - CAUTIONNEMENT - GARANTIE À PREMIÈRE DEMANDE

78. 1. - Une garantie à première demande, délivrée par un organisme agréé par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L. 612-1 du Code monétaire et financier est fournie par la société DALKIA France à titre de garantie des obligations souscrites par elle.

Cette garantie devra être produite par la société DALKIA France dans les trois mois de l'entrée en vigueur de la présente délégation.

Cette garantie à première demande est arrêtée à la somme de trois pour cent (3 %) du montant du chiffre d'affaires annuel toutes taxes comprises du Déléataire. Au début du contrat, elle est calculée par rapport au compte d'exploitation prévisionnel. Elle est ensuite révisée tous les trois ans, sur la base du compte d'exploitation de l'exercice précédent.

La garantie à première demande pourra être dénoncée chaque année par la banque après un préavis minimum de 3 mois. Le cas échéant, le Déléataire devra présenter une nouvelle garantie présentant les mêmes caractéristiques que ci-dessus, et ce, au plus tard dans le délai de préavis de dénonciation par la banque.

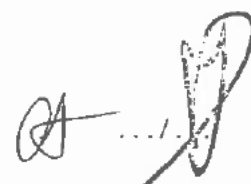
78. 2. - Elle sera appelée pour le paiement des pénalités qui n'auraient pas été réglées par le Déléataire dans les quinze jours à compter de leur prononcé par l'Autorité Délégante, ainsi qu'il est prévu à l'article 80 du présent contrat.

Elle pourra être appelée pour le paiement des sommes restant dues à l'Autorité Délégante par le Déléataire en vertu du présent contrat, notamment la redevance prévue à l'article 56.

Elle sera aussi appelée pour garantir les dépenses faites en raison des mesures prises aux frais du Déléataire, pour assurer la sécurité publique, la reprise de la délégation en cas de mise en régie provisoire ou la remise en bon état d'entretien des ouvrages et équipements en fin de contrat conformément aux termes de l'article 87.

Elle pourra également être appelée, dans le cas où le solde créditeur du compte de Renouvellement, tel que défini à l'article 67.2, ne serait pas restitué à l'Autorité Délégante en fin de contrat.

La garantie à première demande devra être reconstituée sur la base du montant défini ci-dessus, au cours du dernier mois d'un exercice.



78. 3. - La non-révision ou la non-reconstitution de cette garantie, après une mise en demeure restée sans effet pendant un (1) mois, peut ouvrir droit pour l'Autorité Délégante à prononcer la déchéance du Déléataire.
78. 4. - Sous réserve de l'application des dispositions ci-dessus, la garantie à première demande sera levée en fin de délégation ou en fin de période de garantie pour les ouvrages réalisés ou renouvelés en fin de contrat.

Article 79. - MODIFICATION DU CONTRAT

Toute modification ou révision du contrat en tout ou partie ne peut résulter que d'un avenant.

Article 80. - SANCTIONS PÉCUNIAIRES LES PÉNALITÉS

Dans les conditions fixées notamment aux articles 17, 23, 25, 48, 67 et 70 ci-dessus, et dans les cas prévus ci-après, faute par le Déléataire de remplir les obligations qui lui sont imposées par le présent contrat, sauf cas de force majeure, des pénalités peuvent lui être infligées, après mise en demeure, sans préjudice, s'il y a lieu, des dommages et intérêts envers le tiers.

Les pénalités sont prononcées au profit de l'Autorité Délégante par son représentant légal.


Le montant des pénalités peut faire l'objet de la garantie à première demande prévue à l'article 78 si les pénalités n'ont pas été réglées par le Déléataire dans les 15 jours à compter de leur prononcé.

80. 1. - Délai d'exécution des travaux du programme général

Des pénalités relatives aux retards dans la mise en service des installations de premier établissement sont appliquées, que ces retards mettent en cause ou non les obligations de fourniture aux abonnés concernés par ces installations.

La pénalité est fixée comme suit :

- si le service n'est pas assuré dans des conditions satisfaisantes pour les abonnés (notamment : retard, interruption ou insuffisance de fourniture, pouvant donner lieu également à l'application de pénalités d'exploitation), la pénalité est fixée à *un millième (1/1000)* du montant du programme des travaux par jour de retard, jusqu'à l'établissement du service normal ;



- sinon, si le service est assuré normalement, la pénalité journalière est réduite à un *trois millième (1/3000)* du montant du programme des travaux (ou de la phase de travaux programmés), jusqu'à la réception définitive et sans réserve des travaux considérés.

Ces mêmes taux de pénalités sont applicables pour les programmes de travaux annuels prévus à l'article 23.

80. 2. - Exploitation des ouvrages

80. 2. 1. En cas de retard ou d'interruption de la fourniture de chaleur, le Déléataire verse à l'Autorité Délégante une pénalité dont le montant est égal à :

$$1/200 \times \Sigma [R2_i \times Ps_i] \times Dj$$

avec les facteurs suivants :

- Σ : addition pour l'ensemble des abonnés ayant subi le retard ou l'interruption ;
- $R2_i$, redevance unitaire annuelle applicable à l'abonné "i" (valeur à la date de l'interruption) ;
- Ps_i , puissance souscrite de l'abonné "i" ayant subi le retard ou l'interruption ;
- Dj , durée en jours du retard ou de l'interruption.

Pour l'application des calculs de pénalités, toute journée entamée de retard ou d'interruption est comptée pour une journée entière (au-delà des délais définis à l'article 48.3).

Par dérogation au premier alinéa de l'article 80, cette pénalité sera infligée au Déléataire sans mise en demeure préalable.

80. 2. 2. En cas d'insuffisance de la fourniture de chaleur, la pénalité est égale à la moitié de celle prévue ci-dessus pour une interruption de même durée (*soit 1/400*).

80. 2. 3. Les pénalités ne sont pas applicables en cas de force majeure et notamment en cas de dépassement de la capacité totale des moyens de production de chaleur, à la suite de conditions climatiques extrêmes ; à condition, toutefois, que le Déléataire ait mis tout en œuvre pour assurer ses prestations dans les meilleures conditions possibles, compatibles avec les moyens et les matériels dont il dispose.

80. 2. 4. En cas de non respect de l'engagement de priorité des énergies, notamment prévu à l'article 17, ainsi que des consignes environnementales : dépassement de seuils de polluants, utilisation de combustible non autorisé ou de mauvaise qualité, carence dans le traitement de résidus de combustion, nuisance sonore ou olfactive, et toute autre contravention à des dispositions contractuelles ou réglementaires :

- la même formule de pénalités que pour les insuffisances est applicable (1/400, avec la totalité des abonnés et des puissances souscrites, et avec Dj , la durée en jours de la carence ou de la nuisance) ;



- en cas de récidive pendant le même exercice, ou de refus de revenir à une situation normale après que la mise en demeure soit restée infructueuse pendant plus de huit (8) jours, la pénalité est doublée (équivalente aux interruptions, soit 1/200).

Ces pénalités, prononcées par l'Autorité Délégente, sont indépendantes des autres sanctions administratives, pénales ou civiles, susceptibles d'être appliquées au Délégataire pour les mêmes faits.

De plus, dans le cas d'utilisation d'énergies renouvelables ou de récupération, si le non-respect du seuil minimum entraîne la perte du taux réduit de T.V.A., le Délégataire prend à sa charge toutes les conséquences financières et, en particulier, le surplus de T.V.A. facturé aux abonnés.

80. 3. - Production des comptes et autres obligations

80. 3. 1. En cas de non-production, de production tardive ou incomplète des documents prévus à l'article 70, dans les conditions définies à l'article 70.1 (b), et après que la mise en demeure de l'Autorité Délégente soit restée infructueuse pendant quinze (15) jours, la pénalité est égale à deux pour cent (2 %) du montant T.T.C. de ses recettes R2 de l'exercice précédent, majorée de un pour mille (0,1 %) par journée de retard supplémentaire et jusqu'à la fourniture complète des documents prévus.

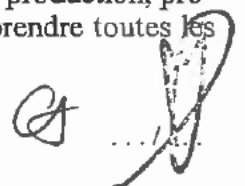
80. 3. 2. Des pénalités sont applicables, après que la mise en demeure de l'Autorité Délégente soit restée infructueuse pendant quinze (15) jours, en cas de carence à toutes les autres obligations contractuelles, comme :

- la non-production (ou la production incomplète) des documents prévus aux articles 70 et suivants, dans les conditions définies à l'article 70.1(a) ;
- l'oubli ou le refus d'organiser les réunions visées à l'article 70.2 ;
- le défaut de présentation des programmes de travaux quinquennaux ou annuels ;
- des omissions dans les mises à jour des plans ou de l'inventaire ;
- etc...

La pénalité est égale à cinq pour mille (0,5 %) du montant T.T.C. de ses recettes R2 de l'exercice précédent, majorée de cinq pour dix mille (0,05 %) par journée de retard supplémentaire et jusqu'à la fourniture complète des documents prévus ou l'exécution correcte des obligations correspondantes.

Article 81. - SANCTION COERCITIVE LA MISE EN RÉGIE PROVISOIRE

En cas de faute grave du Délégataire, notamment si le programme des travaux est abandonné ou si la quantité et les caractéristiques de l'énergie calorifique ou la sécurité publique viennent à être compromises, ou si le service n'est exécuté que partiellement (par exemple : non-mise en service d'une centrale de production, production énergétique insuffisante, ...), l'Autorité Délégente peut prendre toutes les mesures nécessaires, aux frais et risques du Délégataire.



Faute par le Délégataire de pourvoir à l'entretien des ouvrages et installations du service, l'Autorité Délégante peut faire procéder, aux frais du Délégataire, à l'exécution d'office des travaux nécessaires au fonctionnement du service quarante-huit (48) heures après une mise en demeure restée sans résultat.

La mise en régie provisoire partielle ou totale cessera dès que le Délégataire sera en mesure d'assurer à nouveau ses obligations.

La même procédure peut être utilisée en cas de malfaçons dans le rétablissement des chaussées et trottoirs à l'emplacement des tranchées.

Article 82. - SANCTION RÉSOLUTOIRE LA DÉCHÉANCE

En cas de manquement grave du Délégataire à l'une quelconque de ses obligations, et notamment si le Délégataire n'a pas réalisé les travaux prévus, ou n'a pas mis la distribution en service dans les conditions fixées par le contrat, ou encore en cas d'interruption totale prolongée du service, le représentant de l'Autorité Délégante peut prononcer lui-même la déchéance du Délégataire.

Cette mesure doit être précédée d'une mise en demeure motivée, adressée au domicile du Délégataire, et restée sans effet dans le délai d'un (1) mois à compter de sa réception.

Les suites de la déchéance sont mises au compte du Délégataire ; en particulier, les conséquences financières de la déchéance sont à sa charge.

Article 83. - ÉLECTION DE DOMICILE

Le Délégataire fait élection de domicile à proximité des installations.

Dans le cas où il ne l'aurait pas fait, toute notification à lui adresser est valable lorsqu'elle est faite au siège social du Délégataire.

Article 84. - JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Les contestations qui s'élèveraient entre le Délégataire et l'Autorité Délégante au sujet du présent contrat seront soumises au Tribunal Administratif dans le ressort duquel se trouve située l'Autorité Délégante.



Préalablement à toute instance contentieuse, les parties essayeront de concilier. Si, dans un délai d'un (1) mois à compter de la date à laquelle une demande a été présentée par l'une à l'autre partie, aucune solution satisfaisante n'a été trouvée, le Tribunal Administratif peut être saisi de ce différend à l'initiative de la partie la plus diligente.

-----oooOooo-----

Q ...

CHAPITRE VIII - FIN DE LA DÉLÉGATION

Article 85. - CESSIION DE LA DÉLÉGATION

85. 1. - Toute cession partielle ou totale de la délégation, tout changement de Délégataire, ne peuvent avoir lieu qu'en vertu d'une autorisation résultant d'une décision de l'Autorité Délégante.

Faute de cette autorisation, les conventions de substitution sont entachées d'une nullité absolue.

Toute cession peut ouvrir droit à une renégociation du présent contrat ; cette dernière clause étant stipulée au seul bénéfice de l'Autorité Délégante qui conserve le pouvoir de refuser ces modifications, sans recours possible en indemnisation du Délégataire.

85. 2. - Devoir d'information du Délégataire

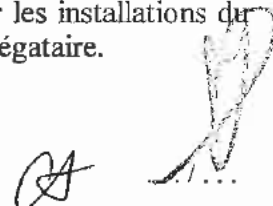
Toute modification dans les statuts du Délégataire et, le cas échéant, dans le montant et la composition du capital social de la société dédiée à cette délégation (*voir l'article 5.3, conditions particulières*) doit être préalablement portée à la connaissance de l'Autorité Délégante.

De même, il doit informer sans délai l'Autorité Délégante de toute difficulté survenant dans l'exécution des conventions de mise à disposition des chaufferies qu'il a conclues avec des tiers.

Article 86. - CONTINUITÉ DU SERVICE EN FIN DE DÉLÉGATION

L'Autorité Délégante a la faculté, sans qu'il en résulte un droit à indemnité pour le Délégataire, de prendre pendant les deux (2) derniers exercices de la délégation toutes mesures pour assurer la continuité de la distribution, en réduisant autant que possible la gêne qui en résulterait pour le Délégataire.

Lors de la mise en concurrence de la délégation du service pour la période suivant l'échéance du contrat, l'Autorité Délégante pourra faire visiter les installations du service aux candidats, avec la participation du personnel du Délégataire.



D'une manière générale, l'Autorité Délégante peut prendre toutes mesures nécessaires pour faciliter le passage progressif de la délégation au régime nouveau d'exploitation ou au nouveau Délégataire.

À la fin de la délégation, l'Autorité Délégante ou le nouvel exploitant est subrogé aux droits du Délégataire.

Article 87. - REMISE DES INSTALLATIONS

87. 1. - À l'expiration de la délégation, le Délégataire est tenu de remettre gratuitement à l'Autorité Délégante, en état normal d'entretien et de fonctionnement, tous les biens et équipements qui font partie intégrante de la délégation, tels qu'ils figurent à l'inventaire défini à l'article 8 ci-dessus, et quelle que soit leur affectation. Il en est de même des provisions visées à l'article 67 ci-avant. Cette remise est faite sans indemnité, à l'exclusion des dispositions prévues à l'alinéa 87.2 ci-dessous.

Au moins un an avant l'expiration de la délégation, les parties organiseront une expertise, éventuellement selon les modalités fixées à l'article 77 ci-dessus (*procédure de révision*). Cette expertise déterminera, s'il y a lieu, les travaux à exécuter sur les ouvrages délégués qui ne seraient pas en état normal d'entretien et de fonctionnement ; le Délégataire devra exécuter les travaux nécessaires de remise en état, avant l'expiration de la délégation. À défaut, les frais de remise en état correspondant seront déduits des indemnités éventuelles de reprise, prévues ci-dessous, ou prélevés sur la garantie à première demande, si le montant des indemnités visées à l'alinéa 90.2 est insuffisant.

La même procédure est applicable aux ouvrages mis à disposition (article 14) mais au profit des propriétaires et/ou des gestionnaires desdits ouvrages.

Dans le même délai d'un an avant le terme normal du contrat, le Délégataire fera réaliser, à ses frais, sur chaque site de production, une étude de pollution de sol par un organisme certifié, choisi d'un commun accord avec l'Autorité délégante. Au vu des résultats de cette étude de pollution de sol, le Délégataire devra assurer, à ses frais et risques, les travaux de dépollution qui s'avèreraient nécessaires, sans pouvoir prétendre à une quelconque indemnité, ni en imputer le coût sur le solde du compte de G.E.R.

87. 2. - Les nouvelles installations, financées par le Délégataire dans les dernières années de la délégation, et faisant partie intégrante de la délégation, sont remises à l'Autorité Délégante moyennant, si elles ne sont pas amorties, le versement d'une indemnité.

À peine de déchéance de ses droits, le Délégataire doit avoir, préalablement à l'établissement des ouvrages concernés, requis l'accord écrit de l'Autorité Délégante (*voir les articles 2, 10 et plus particulièrement l'article 21*), afin de lui permettre de mesurer les conséquences financières en fin de contrat et de demander au Délégataire d'organiser, le cas échéant, une mise en concurrence.

Il en serait de même de tout engagement du délégataire pris sans l'accord préalable de l'autorité délégante, engagement financier ou contractuel avec un tiers qui serait à reprendre par l'autorité délégante ou le nouveau délégataire qui lui succéderait.

Cette indemnité pourrait notamment être calculée sur la base du coût de premier établissement des ouvrages, diminué d'un n^{ème} par année d'usage ($n = \text{durée de l'amortissement}$ généralement inférieur ou égal à 15) et payée dans le délai de trois (3) mois suivant la remise. Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu à intérêts de retard, calculés au taux d'intérêt légal majoré de deux points (TIL+2).

Article 88. - REPRISE DES BIENS

L'Autorité Délégante peut reprendre, contre indemnités, les biens nécessaires à l'exploitation, financés en tout ou partie par le Délégataire et ne faisant pas partie intégrante de la délégation. Toutefois, ces biens doivent figurer clairement comme biens de reprise dans l'inventaire tenu par le Délégataire.

Elle a la faculté de racheter le mobilier et les approvisionnements correspondant à la marche normale de l'exploitation. La valeur de ces biens est fixée à l'amiable, si possible un an avant l'expiration du contrat, comme pour l'expertise technique et la remise des installations. Ces indemnités de reprise sont estimées en fonction de l'amortissement technique, compte tenu des frais éventuels de remise en état.

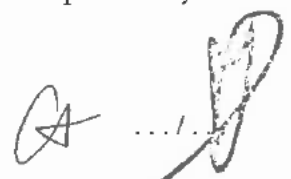
À défaut d'accord, l'Autorité Délégante peut refuser la reprise de ces biens ; sinon, leur valeur est fixée à dire d'expert et ils sont payés au Délégataire dans les trois (3) mois qui suivent leur reprise par l'Autorité Délégante. Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu à intérêts de retard, calculés au taux d'intérêt légal majoré de deux points (TIL+2).

Article 89. - RÉSILIATION ANTICIPÉE DU CONTRAT

L'Autorité Délégante se réserve le droit de mettre fin à la délégation de manière anticipée, pour tout motif d'intérêt général, en respectant un préavis de six (6) mois. Elle informe le Délégataire par lettre recommandée avec accusé de réception.

Le Délégataire peut alors prétendre à une indemnité calculée comme suit :

- la valeur non amortie des ouvrages de la Délégation qualifiés de biens de reprise ; la nature des biens étant déterminée au sens de la jurisprudence administrative ;
- la valeur des stocks éventuels que l'Autorité Délégante souhaiterait reprendre ;
- les éventuelles indemnités correspondantes à la résiliation des contrats passés entre le Délégataire et ses sous-traitants indépendants du groupe du Délégataire ;
- déduction faite d'un éventuel solde positif du compte de Renouvellement ;
- le cas échéant, la déduction faite d'un éventuel solde positif du compte CO2 ;



- le manque à gagner estimé par la moyenne des résultats des cinq (5) derniers exercices, plafonnée à cinq pour cent (5%) de la redevance totale R2, hors amortissements (valeur à la date de résiliation), multipliée par le nombre d'exercices qui restaient jusqu'à la fin de la Délégation.

Cette indemnité est fixée à l'amiable et, à défaut, à dire d'expert. Ce dernier doit être désigné à l'amiable entre les parties. À défaut d'accord, il est désigné par le Tribunal Administratif territorialement compétent.

En cas de financement des ouvrages par crédit-bail, l'Autorité Délégante pourra au choix, soit succéder au Délégataire comme preneur du contrat de crédit-bail, soit acquérir les ouvrages aux conditions fixées à ce contrat ou à la convention tripartite attachée, soit présenter un repreneur au crédit-bailleur.

Les indemnités sont payées au Délégataire dans les six (6) mois qui suivent la date d'effet de la résiliation. Tout retard dans le versement des sommes dues donne lieu à intérêts de retard, calculés au taux d'intérêt légal majoré de deux points (TIL+2).

Toutefois, si le compromis sur le montant des indemnités n'était pas trouvé à la date d'effet de la résiliation anticipée, l'Autorité Délégante versera au Délégataire, dans les conditions et délais exprimés ci-dessus, une provision calculée sur la moitié de la base définie ci-dessus.

Les biens et équipements d'exploitation sont remis à l'Autorité Délégante dans les conditions prévues à l'article 87 du présent contrat. En outre, l'expertise de fin de contrat est engagée dès notification de la décision de l'Autorité Délégante au Délégataire.

L'Autorité Délégante est tenue de se substituer, ou de substituer un tiers, au Délégataire pour l'exécution des polices et traités d'abonnement en cours, ainsi que des contrats d'énergie et des autres engagements pris par lui en vue d'assurer la marche normale de l'exploitation.

Elle a la faculté de reprendre les biens ne faisant pas partie intégrante de la délégation dans les conditions prévues à l'article 88.

Article 90. - PERSONNEL DU DÉLÉGATAIRE

En cas de résiliation anticipée, ou à l'expiration normale du contrat, l'Autorité Délégante et le Délégataire conviennent de se rapprocher pour examiner la situation des personnels concernés.

À cet effet, l'Autorité Délégante s'engage à faire reprendre, par la société qui assurera le cas échéant la continuité du service, le personnel nécessaire au fonctionnement dudit service.

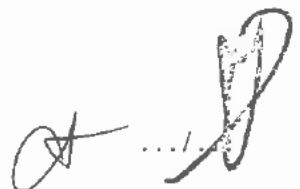
Cette reprise s'effectuera conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur à cette date. Toutefois, le Délégataire a la faculté de conserver son personnel pour une nouvelle affectation.



Article 91. - DISPOSITIONS DIVERSES

Sur demande de l'Autorité Délégante, le Délégataire s'engage à participer aux réunions de la commission prévue à l'article L.2143-4 du C.G.C.T.

-----oooOooo-----

A handwritten signature in black ink, consisting of a stylized 'S' followed by a flourish and a small '...' mark.

CHAPITRE IX - CLAUSES DIVERSES

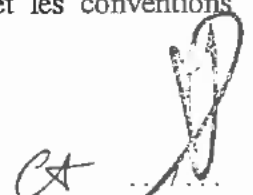
Article 92. - DOCUMENTS ANNEXÉS AU CONTRAT

92. 1. - Sont annexés au présent contrat :

- annexe n° 1 : le plan du périmètre de délégation (*article 8.1*) ;
- annexe n° 2 : l'inventaire initial des ouvrages du service (*article 8*) ;
- annexe n° 3 : la liste des approvisionnements et matériels rachetés au Déléataire précédent (*article 14.1*) ;
- annexe n° 4 : la liste des obligations et des contrats à reprendre (*art. 5.2 et 52*) ;
- annexe n° 5 : le programme général des travaux et le planning prévisionnel (*articles 5 et 23*) ;
- annexe n° 6 : le tableau d'amortissement des biens et l'échéancier prévisionnel des emprunts ;
- annexe n° 7 : les plans prévisionnels de Gros Entretien et de Renouvellement (*articles 19 et 20*) ;
- annexe n° 8 : les bilans énergétiques de référence (*article 45.4*) ;
- annexe n° 9 : les comptes prévisionnels de l'exploitation établis sur la durée du contrat (*article 63.1*) ;
- annexe n° 10 : le bordereau des prix pour travaux neufs (*article 60*) ;
- annexe n° 11 : le règlement du service et le modèle de police d'abonnement (*articles 38 et 39*) ;
- annexe n° 12 : la liste des abonnés, des puissances souscrites et des consommations moyennes (*article 45.4*) ;
- annexe n° 13 : les cadres des comptes rendus techniques et financiers annuels.

92. 2. - Seront ultérieurement annexés au présent contrat :

- annexe n° : la convention d'occupation du domaine public communal ;
- annexe n° : le statut du personnel ;
- annexe n° : les mises à jour successives de l'inventaire effectuées par le Déléataire ;
- annexe n° : les plans des ouvrages délégués, dressés et tenus à jour par le Déléataire ;
- annexe n° : le cas échéant les contrats de crédit-bail et les conventions tripartites associées ;

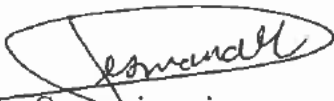


- annexe n° : les contrats d'achats d'autres combustibles (gaz naturel, ...) ;
- annexe n° : les autres contrats signés avec des tiers et avec les sociétés du groupe, ainsi que les avenants ;
- annexe n° : les programmes quinquennaux et annuels de travaux ;
- annexe n° : garantie à première demande ;
- ...

-----oooOooo-----

Fait à Arras, le 10 décembre 2013

L'Autorité Délégante,


Le Concessionnaire,

**Pour le Directeur Général
Le Directeur Général Adjoint**


Fabrice CREPIN

DÉLÉGATION DE SERVICE PUBLIC

Autorité délégante :

Pas-de-Calais habitat

Objet du contrat de délégation :

**Avion / République - Réseau de chaleur
Délégation de Service Public sous la
forme juridique d'une Concession**

—oooOooo—

Avenant n° 1

—oooOooo—

CONTRAT DE CONCESSION

—oooOooo—

Conseil juridique :	Conseil technique : Erese - Agence "Hauts-de-France" 21, rue de Fâches 59175 - VENDEVILLE
---------------------	--

Entre les soussignés

Pas-de-Calais habitat

ci-après dénommé le BAILLEUR ou l'AUTORITÉ DÉLÉGANTE

d'une part

ET

La société Dalkia

ci-après dénommée le DÉLÉGATAIRE

d'autre part

Pas-de-Calais habitat et le Délégué étant ensemble désignés « les Parties »

SOMMAIRE

Article 1. PRÉAMBULE	4
Article 2. OBJET	4
Article 3. ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE, CONDITIONS SUSPENSIVES	5
Article 4. TRANSFERT DES INSTALLATIONS ET DES CONTRATS	5
Article 5. SOURCES ÉNERGÉTIQUES	5
Article 6. COMPTE COGÉNÉRATION	6
Article 7. TRAVAUX	6
Article 8. TARIFS DE BASE ET INDEXATION	6
Article 9. R1 CEE	8
Article 10. CLAUSES GÉNÉRALES	9
Article 11. LISTE DES ANNEXES	9
ANNEXE 1 : Action et Travaux prévus avant la fin de contrat	10

Article 1. PRÉAMBULE

Pas-de-Calais habitat est l'Autorité Délégante du réseau de chaleur du quartier République de la Commune d'Avion (ci-après dénommé le réseau de chaleur République)

Ce réseau a été concédé à la société Dalkia à compter du 1er janvier 2014. Ce contrat de concession vient à échéance le 31 décembre 2025.

Entre-temps, la Commune d'Avion a décidé de créer un réseau de chaleur public sur le territoire communal (ci-après dénommé le réseau de chaleur urbain).

Dans ce cadre, la Commune d'Avion et Pas-de-Calais habitat ont convenu, après levée des conditions suspensives (Article 2), d'intégrer le réseau du quartier de la République au futur réseau de chaleur urbain à l'échéance du contrat de concession.

Aussi, le Concessionnaire est considéré comme un obligé au sens de l'article R221-4 du code de l'énergie et contribue à l'abondement des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) en tant que fournisseur de chaleur. Il est donc nécessaire d'intégrer cette contribution à la tarification des abonnés.

Dans l'intervalle, et afin de permettre une fourniture de chaleur ENR&R aux abonnés actuels du réseau de chaleur République, le Déléataire a sollicité en application de l'article 17 du contrat de Concession :

- La substitution de la production de chaleur issue des chaudières gaz et fioul par la chaleur issue du réseau de chaleur urbain alimenté à plus de 99% par de la chaleur ENR&R.
- La mise en mode « dispatchable » de la cogénération existante,
- La mise à disposition de la chaufferie (hors cogénération) au profit du réseau de chaleur urbain.
- La création d'un terme R1 CEE

En application de l'article 17 du contrat de concession susvisé la demande du Déléataire ouvre droits à révision des conditions tarifaires du contrat de Concession.

Article 2. OBJET

Le présent avenant a pour objet de définir :

- les conditions techniques de la substitution d'Énergie,
- les conditions tarifaires du prix de la chaleur,
- la création d'un compte cogénération afin de gérer le fonctionnement de celle-ci.

Article 3. ENTRÉE EN VIGUEUR, DURÉE, CONDITIONS SUSPENSIVES

Le présent avenant prend effet dès la fourniture du premier MWh de chaleur issu du réseau de chaleur urbain ; il se poursuivra jusqu'à la fin du contrat en cours soit le 31 décembre 2025.

Il est soumis aux conditions suspensives suivantes :

- La conclusion, par la Commune d'Avion, d'une convention de concession du réseau de chaleur urbain prévoyant le raccordement du réseau de chaleur République au réseau de chaleur urbain ;
- La conclusion entre la Commune d'Avion et Pas-de-Calais habitat d'une convention prévoyant les conditions de fourniture de la chaleur et la mise à disposition de la chaufferie du réseau de chaleur République au profit du réseau de chaleur urbain.

Article 4. TRANSFERT DES INSTALLATIONS ET DES CONTRATS

À la date de prise d'effet du présent avenant, le Concessionnaire s'engage à :

- transférer les installations de production (hors cogénération) au profit du Concessionnaire désigné par la Commune d'Avion (repris ci-après comme le Concessionnaire) et les contrats y afférents (en particulier le contrat gaz, autorisation d'exploiter, ...) conformément à la convention conclue entre Pas-de-Calais habitat et la Commune d'Avion. Le contrat de concession du réseau public reprend les conditions d'exploitation des installations confiées ;
- mettre en mode de mise à disposition la cogénération (fonctionnement à la demande de ENEDIS) ;
- procéder à la refacturation à l'€uro/€uro, par le Concessionnaire du réseau Ville au Délégitaire, du gaz nécessaire au fonctionnement de la Cogénération.

Article 5. SOURCES ÉNERGÉTIQUES

À compter de la prise d'effet du présent avenant, l'article 17 du contrat de concession est rédigé comme suit :

" La nature des énergies utilisées et les conditions générales de fourniture à la charge du Délégitaire sont les suivantes :

- *la chaleur issue du fonctionnement des moteurs en cogénération, si la demande est de la part d'EDF dans le cadre du contrat d'obligation d'achat*
- *la chaleur issue du réseau de chaleur urbain de la Commune d'Avion*

Le Délégitaire s'engage à prendre l'ensemble de la chaleur fournie par le réseau de chaleur urbain, hormis la part chaleur produite par la cogénération, pour alimenter le réseau République"

Article 6. COMPTE COGÉNÉRATION

Il est rappelé qu'il n'est pas possible de prévoir le fonctionnement des installations de cogénération qui reste du ressort de EDF.

Le Délégataire met en place un compte cogénération dont le solde sera affecté au service.

Ce « compte cogénération » reprend, au débit, les coûts de fonctionnement des installations de cogénération : le gaz nécessaire au fonctionnement facturé par le Concessionnaire et, au crédit, les ventes d'électricité à la demande d'EDF et la quantité de chaleur cogénérée valorisée au tarif de la chaleur ; l'impact sur le taux d'EnR du réseau, donc sur la TVA, devra être pris en compte. En cas de fonctionnement de la cogénération le délégataire reste le garant du maintien du taux de TVA réduite.

La part fixe, est reprise dans le R2 (R2_{cog})

Chaque année, le solde du compte sera partagé à 70% pour le Délégataire et le solde de 30% pour le service

L'affectation de la part réservée au service sera décidée par Pas-de-Calais habitat.

Article 7. TRAVAUX

Le Délégataire s'engage à réaliser, avant l'échéance du contrat de concession, les travaux prévus à l'annexe 1.

Article 8. TARIFS DE BASE ET INDEXATION

En application des articles 17 et 75 du contrat de concession, la modification des sources énergétiques ouvre droits à révision des conditions tarifaires telles qu'elles sont prévues aux articles 63-2 (tarifs de base) et 65 (indexation) du contrat de concession.

Dans la mesure où, au jour de la rédaction des présentes, les tarifs de vente de la chaleur par le réseau de chaleur urbain au réseau République et leur indexation ne sont pas encore connues, les Parties conviennent d'ores et déjà :

- a) du principe selon lequel les tarifs et leur indexation du présent contrat seront modifiés en fonction des tarifs et des indices de révision tels qu'ils seront arrêtés dans le contrat de concession du réseau de chaleur urbain,
- b) de compléter le présent avenant dès que les valeurs susvisées seront connues suivant le modèle suivant :

Tarifs de base :

L'article 63-2 du contrat est remplacé à compter de la prise d'effet du présent avenant par les stipulations suivantes :

- Les abonnés sont soumis à la tarification au compteur de chaleur. La valeur de base R du prix de vente de l'énergie calorifique est déterminée par la formule :
- $R = R_{1RCU} \times \text{nombre de MWh consommés par l'abonné} \times k_{R1} + R_2 \text{ € HT / kW} \times \text{puissance souscrite par l'abonné en kW.}$
- Les éléments R 1 et R 2 ont les valeurs de base suivantes :

Tarification	R1 _{RCU} € HT / MWh	R2 € HT / MWh
Tarif général binôme :		

R1 : valeur du R1 repris dans le contrat de concession du réseau de chaleur ville.

Le coefficient k_{R1} reprend les pertes réseau et le coefficient de gestion du délégataire, il est forfaitairement égal à 1,1665

Ils seront intégrés dès obtention des éléments par le Délégataire RCU ville retenu

$$R2 = R_{2RCU} \times \text{puissance souscrite réseau ville} / \sum (\text{Puissance souscrite en sous-station}) + R_{2exp}$$

Le R_{2RCU} correspond au R2 repris dans le contrat de concession du réseau de chaleur ville

Le R_{2exp} reprend les coûts d'exploitation du Délégataire, il intègre le solde entre les coûts fixes de la cogénération et la prime fixe du contrat d'obligation d'achat de l'électricité en cogénération.

$$R_{2exp0} = 22,30 \text{ € HT/kW}$$

Indexation des tarifs :

Sauf dispositions contraires de la réglementation des prix, les prix figurant dans les tarifs de vente, indiqués à l'article 63 sont indexés par élément.

Les tarifs de base seront ajustés en fonction des tarifs définis dans le contrat de D.S.P. de la collectivité

Les articles 65.1.1. et 65.1.2, 65.2.1. et 65.2.2. du contrat sont remplacés par :

- Les redevances R 1 et R2 définies à l'article 63 sont indexées par application des coefficients du mois de facturation repris sur les factures du Concessionnaire

Article 9. R1 CEE

Le Délégitaire est considéré comme un obligé au sens de l'article R221-4 du code de l'énergie et contribue à l'abondement des Certificats d'Économies d'Énergie (CEE) en tant que fournisseur de chaleur. Il est donc nécessaire d'intégrer cette contribution à la tarification des abonnés.

Le terme R1 CEE est défini comme suit :

Tarification	R1 _{CEE} € HT / MWh
Tarif général binôme :	3,55
Valeur au 01/01/2023	

Le terme R1_{CEE} est révisé selon la formule de révision présente :

$$R1_{CEE0} = 3,55 \text{ € HT / MWh}$$

$$R1_{CEE} = R1_{CEE0} \times EMMY/EMMY_0$$

$$EMMY_0 = 6,83 \text{ valeur connue au 01/01/2013}$$

<https://www.emmy.fr/public/donnees-mensuelles?selectedYearCee=2023&precarite=false&selectedYearCotation=2012#graphic-cotation>

EMMY représente le prix moyen pondéré des échanges de MWh cumac sur le mois m-1. L'ensemble des données sont publiées sur le site internet

<https://www.emmy.fr/public/donnees-mensuelles>

La révision du terme R1_{CEE} a lieu une fois par an à chaque 1er janvier en tenant compte de la dernière valeur EMMY connue à date.

La mise en application se fait à la notification du présent avenant.

Article 10. CLAUSES GÉNÉRALES

Il n'est rien changé aux autres clauses du contrat initial et de ses avenants lesquelles demeurent applicables en tout ce qui n'est pas contraire aux stipulations qui précèdent.

Article 11. LISTE DES ANNEXES

Annexe 1 : Actions et travaux prévus avant la fin de contrat

—oooOooo—

Fait à Arras, le 27/06/2023

L'Autorité Délégante

Le Délégué



37, Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny
BP 38 - 59875 SAINT ANDRE CEDEX
Tél. : 03 20 63 42 42 - Fax : 03 20 63 43 15

ANNEXE 1 : Action et Travaux prévus avant la fin de contrat

- Déplacement de la cheminée suite à la démolition de la Tour des Frênes
Été 2023
- Réalisation d'une Thermographie du réseau de chaleur – Janvier 2023
Réalisée

Le délégataire projette le plan prévisionnel de renouvellement suivant :

RESEAU DE CHAUFFAGE URBAIN AVION - Plan de renouvellement P3 2022-2025						
		€ HT	PROJECTION			
			2022	2023	2024	2025
Chaudières						
Chaudière 1		- €				
Chaudière 2		- €				
Chaudière 3		- €				
Distribution		- €				
TOTAL CHAUFFERIE		- €				
Cogénération						
Silencieux	Remplacement du silencieux cogé + calorifuge	70 000,00 €		70 000,00 €		
Aérotherme	Renouvellement des moteurs	8 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €
Aérotherme	Retrait capotage aérothermes	10 000,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €
SSI GAZ	Centrale gaz CITY murale 4 voies extensible à 8	- €				
Echangeur moteur	maintenance échangeur huile moteur-réseau	10 000,00 €			10 000,00 €	
TOTAL COGENERATION		98 000,00 €				
Bâtiment						
TT BATIMENT		- €				
Sous-stations						
Echangeurs	MRE Echangeurs	8 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €	2 000,00 €
V2V	Renouvellement V2V	10 000,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €	2 500,00 €
TOTAL SOUS-STATIONS		18 000,00 €				
Réseau urbain		- €				
	Recherche de fuites	30 000,00 €		15 000,00 €		15 000,00 €
	Audit purges	15 000,00 €		15 000,00 €		
	Renouvellement Purges/vidanges	47 307,10 €			47 307,10 €	
	By pass sous station	50 000,00 €		50 000,00 €		
	Protection bride dilato. 8 en DN100.4 en DN80 et 2 en DN125	5 000,00 €			5 000,00 €	
TOTAL RESEAU URBAIN		147 307,10 €				
TOTAL		263 307,10 €	9 000,00 €	159 000,00 €	71 307,10 €	24 000,00 €

Dans ce cadre, les sous-stations à privilégier pour un renouvellement sont les suivantes :

- SST 03 Glycines
- SST 10 Girofles
- SST 16 Perce Neiges
- SST 17 Acacias
- SST 18 Muguets

L'aboutissement du plan de renouvellement dépendra des réparations non prévues et indispensables au maintien du service.